



Arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0141 du 6 août 2024

autorisant la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, à exploiter une carrière et des installations de traitements de matériaux sis « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes (53260)

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment ses livres I, II, IV et V ;

VU le code minier et les textes pris pour son application ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme GASPARI Marie-Aimée, préfète de la Mayenne;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités fixée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° alinéa de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la directive européenne 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, qui fixe des objectifs de protection des espaces naturels (biodiversité, géologie...);

VU le schéma régional des carrières (SRC) adopté par le préfet de la région Pays-de-la-Loire le 6 janvier 2021 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 et publié le 3 avril 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Mayenne, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 10 décembre 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-P-148 en date du 13 février 2009 autorisant la société des Carrières de Chaffenay à exploiter, après renouvellement et extension, la carrière et ses installations de traitement situées au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes, pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013032-0002 en date du 1^{er} février 2013, fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2009-P-148 du 13 février 2009 autorisant la société des Carrières de Chaffenay à exploiter, après renouvellement et extension, la carrière et ses installations de traitement situées au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 août 2021 actant le changement d'exploitant au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ;

VU le récépissé de cessation partielle d'activité du 20 janvier 2023 pour les 6 parcelles référencées sous les numéros 1460 (pour partie), 1461, 1463 (pour partie), 1273, 1275 et 1276, toutes positionnées en section B du plan cadastral d'Entrammes ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2023-0032 du 29 mars 2023 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes exploitée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2023-0153 du 27 octobre 2023 portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté préfectoral n° 2013032-002 du 1^{er} février 2013 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2009-P-148 du 13 février 2009 autorisant l'exploitation de la carrière et ses installations connexes situées au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes exploitée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0030 du 8 février 2024 autorisant la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU à prolonger l'exploitation de la carrière et ses installations connexes située au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes ;

VU la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU le 4 novembre 2021, complétée le 12 décembre 2022, le 31 mars 2023 et le 12 juillet 2023, en vue de renouveler et d'étendre par approfondissement l'exploitation de sa carrière située « Les Pommeraies » à Entrammes ;

VU les pièces du dossier jointes à la demande d'autorisation environnementale, notamment l'étude d'impact, l'étude des dangers et les plans annexés ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Pays-de-la-Loire (PDL-2022-5762) en date du 13 février 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale susvisé, déposé le 16 juin 2023 par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ;

VU la demande de dérogation à la protection des espèces protégées et de leurs habitats présentée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU le 22 mars 2023 et jointe à la demande d'autorisation environnementale ;

VU l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) du 1^{er} juin 2023 à la demande de dérogation au régime de protection des espèces ;

VU le mémoire en réponse à l'avis du CSRPN présenté par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU le 6 juillet 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2023-0138 du 18 octobre 2023, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, pour une durée de trente-trois jours, du 20 novembre 2023 au 22 décembre 2023 inclus sur la commune d'Entrammes ;

VU la décision n° E23000176/53 en date du 25 septembre 2023 du président du tribunal administratif de NANTES, désignant Monsieur Alain PARRA d'ANDERT, cadre bancaire en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur ;

VU le registre d'enquête mis à disposition du public pendant la durée de l'enquête en mairie d'Entrammes, remis par le commissaire-enquêteur le 22 janvier 2024 ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur remis le 22 janvier 2024 ;

VU les avis émis par délibérations des conseils municipaux des communes de L'Huisserie (daté du 15 décembre 2023), Nuillé-sur-Vicoin (daté du 9 décembre 2023), Origné (daté du 10 novembre 2023) et Parné-sur-Roc (daté du 22 novembre 2023) ;

VU la contribution du conseil municipal d'Entrammes déposée sur le registre lors de l'enquête publique ;

VU l'avis favorable du 18 décembre 2023 du conseil départemental de la Mayenne ;

VU l'arrêté n° BPEF-2024-0062 du 21 mars 2024 portant prorogation du délai de la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, en vue d'obtenir le renouvellement, l'approfondissement de l'exploitation de la carrière de roches massives (rhyolite), d'installations de traitement des matériaux extraits, d'une station de transit de matériaux de négoce et à l'accueil de matériaux inertes extérieurs destinés à être recyclés (concassage / criblage...) ou utilisés au remblayage, situés au lieu-dit « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes (53260), au titre de l'article R.181-41 du code de l'environnement ;

VU le rapport et les propositions de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Pays de la Loire, inspection des installations classées, en date du 3 juillet 2024 ;

VU la transmission par courrier en date du 18 juillet 2024, du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire, lui laissant un délai de 15 jours pour présenter ses observations ;

VU le courrier du pétitionnaire en date du 19 juillet 2024 indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière et les autres installations pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier complété de demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que le préfet peut accorder des dérogations aux dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement propres à la conservation d'espèces protégées à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que les sites de reproduction ou les aires de repos des espèces animales protégées présentes dans le cadre du projet sont menacés de destruction par l'activité d'exploitation de la carrière « Les Pommeraies » sur la commune d'Entrammes ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation concerne des espèces protégées et porte d'une part, sur la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et d'autre part, sur la capture et la destruction de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que la carrière exploite un gisement de roches volcaniques (rhyolites) pour la production de granulats pour des usages en constructions et en travaux publics et notamment pour des applications en sous couches routières, pour des pistes d'avions ou la formulation de bétons ;

CONSIDÉRANT que le site « Les Pommeraies » est une source majeure d'approvisionnement pour les départements de la Mayenne et de Maine-et-Loire ;

CONSIDÉRANT que le gisement de la carrière d'Entrammes fait partie d'un massif d'extension limité dans le département de la Mayenne ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du gisement sont son homogénéité et son isotropie ;

CONSIDÉRANT que le projet d'extension et de renouvellement de la carrière répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT les difficultés de trouver un site où le gisement répond aux exigences de quantités et qualités requises ;

CONSIDÉRANT que les principaux secteurs à enjeux écologiques du site sont évités ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de solution alternative satisfaisante que le renouvellement et l'approfondissement de la carrière actuelle au regard des solutions alternatives étudiées ;

CONSIDÉRANT que la présente dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations desdites espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures prévues par le demandeur et de celles définies dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT en outre que le projet de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU constitue bien un motif de préservation prévu à l'alinéa 4 de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures, pour « éviter, réduire, compenser, accompagner et suivre (ERCAS) » les impacts du projet sur les espèces protégées, proposées dans le dossier de demande de dérogation, sont reprises et complétées dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, de l'avis du commissaire enquêteur, des conseils municipaux, des services déconcentrés de l'État et des personnes qualifiées, consultés sur cette demande et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU dispose des capacités techniques et financières et que des garanties financières vont être constituées ;

CONSIDÉRANT que la remise en état des terrains de la carrière conduira à restituer des espaces à vocations agricoles, naturels et des plans d'eau ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier du 18 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que par son courrier en date du 19 juillet 2024, le pétitionnaire a fait part, dans le délai qui lui était imparti, de son absence d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, désignée ci-après « l'exploitant », qui est représentée par son président, dont le siège social est situé 54 avenue de l'Atlantique à Laval (53000), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre, par approfondissement, l'exploitation de la carrière de roches massives (rhyolites) et de ses installations et activités connexes, implantées lieu-dit « Les Pommeraies » à Entrammes (53260).

ARTICLE 1.1.2 - INSTALLATIONS VISÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux Exploitation de carrières	Superficie 471 281 m² Production moyenne 750 000 t/an Production maximale 900 000 t/an	A

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
2515-1a)	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes Installations de broyage, concassage, criblage [...], en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes [...], étant supérieure à 200 kW	Puissance maximale des installations fixes 1 250 kW Puissance maximale des installations mobiles 500 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que [...] La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	Surface de stockage 54 500 m²	E
2518-b)	Installation de production de béton prêt à l'emploi, équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522 La capacité de malaxage étant inférieure ou égale à 3 m ³	Capacité du malaxeur 2 m³	D
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Le volume annuel de carburant distribué (Gasoil et GNR) < 20 000 m³	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

ARTICLE 1.1.3 - INSTALLATIONS VISÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS (IOTA)

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime(*)
1.1.1.0	Sondage, forage , y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 piézomètre	D
1.1.2.0-1)	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère , à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé Le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an	Exhaures max en fin d'exploitation 381 000 m³/an (dont 86 000 m ³ /an d'eaux météoriques et 29 000 m ³ /an de la plate-forme)	A
2.1.5.0-2)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 hectares	Surface totale du projet 47,1 ha	A

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime(*)
3.2.3.0-1)	Plans d'eau, permanents ou non Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau résiduel dans le cadre de la remise en état Surface de 18 ha	A

(*) A (autorisation) ou D (déclaration)

ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 - EMPRISE DE LA CARRIÈRE ET DE SES INSTALLATIONS CONNEXES

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles listées ci-après affectées aux fonctions suivantes, qui relèvent toutes de la section B du plan cadastral de la commune d'Entrammes :

Zonage	Références des parcelles	Situation dans le site	Superficies
Emprise du périmètre en renouvellement (superficie totale)	263pp, 266, 268, 269, 270, 274, 276, 277, 278, 310 à 315, 365, 366, 367, 371, 372, 375, 376, 377, 378pp, 381, 384pp, 386, 388pp, 542, 596, 598, 600, 605, 611, 1041, 1042, 1274, 1297pp, 1299pp, 1460pp, 1463pp	Centrale	471 281 m ²
Emprise de la zone d'extraction	266pp, 268pp, 269, 270, 274pp, 276pp, 277, 278pp, 310, 311, 312, 313pp, 314, 315pp, 376pp, 377, 378pp, 596pp, 600pp, 605pp, 611pp, 1041, 1042pp, 1297pp, 1299pp,	Centrale	18,85 ha
Parcelles renoncées	1273, 1275, 1276, 1460pp et 1463pp	Sud – Sud-Est	39 455 m ²
Installations de traitement, pistes et stocks dont la station transit matériaux de négoce	371, 372, 375, 381, 386, 542 et 1297pp (375)	Sud – Sud-Est	86 338 m ² dont 5 000 m ² pour les matériaux de négoce
Atelier entretien – Aire ravitaillement des engins	1274	Sud	5 650 m ²
Plates-formes de recyclage – Centrale à béton	1460pp et 1463pp	Sud-Ouest	29 954 m ² dont 5 500 m ² pour la centrale à béton
Station de transit – Matériaux inertes extérieurs	268pp, 596pp, 598 et 600pp	Nord	33 000 m ²
Cultures et aménagements écologiques	366 et 367	Sud – Sud-Est	11 620 m ²

Au sens de cet arrêté, la carrière comprend les excavations, les travaux ainsi que tous les équipements, installations et ouvrages compris dans le périmètre de son exploitation.

Ainsi, le périmètre d'exploitation autorisé de la carrière se réduit de 3,94 ha et la zone d'extraction passe de 21,2 ha à 18,9 ha. Le périmètre de l'autorisation est présenté en annexe 1 de cet arrêté.

ARTICLE 1.2.2 - DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **30 ans**, organisée en 6 phases quinquennales incluant la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de la date limite d'exploitation que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande est adressée au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

L'autorisation cesse de produire effet si l'extension n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si la carrière n'est plus exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée.

ARTICLE 1.2.3 - LIMITES DE L'AUTORISATION

La carrière « Les Pommeraies » est dédiée à l'extraction de **rhyolites** (roches massives d'origine volcanique destinées à la production de granulats).

Sa production annuelle moyenne est de **750 000 t/an** (produits finis extraits sortis de carrière) pouvant atteindre un maximum de **900 000 t/an** sur la période autorisée pour un gisement disponible de près de 8,12 millions de mètres cubes de matériaux commercialisables représentant près de 21,10 millions de tonnes de matériaux à extraire.

Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée. Son dépassement, dans la limite de la capacité maximale citée, reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée que l'exploitant est en mesure de justifier.

L'exploitation est conduite à sec à ciel ouvert, en gradins, par abattages à l'explosif du massif rocheux. La côte finale du carreau est à - **105 m NGF** en tenant compte d'un approfondissement de **70 m** par rapport au fond de fouille actuellement autorisé.

Le site produit également des bétons prêts à l'emploi à hauteur de 23 500 t/an et accueille des matériaux d'origines extérieures à hauteur de 100 000 t/an de matériaux à recycler, 30 000 t/an de matériaux de négoce, 11 000 t/an de sables et fillers pour alimenter la centrale à béton ainsi que 50 000 t/an de déchets inertes pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction.

ARTICLE 1.2.4 - INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS

Les **installations de traitements** fixes et mobiles d'une puissance totale de 1 750 kW, comprennent trois étages de préparation des matériaux. Le primaire est une unité mobile, placée à terme au plus près du front de taille, à la cote - 30 m NGF. Les deux autres étages de traitements (secondaire et tertiaire) sont à postes fixes. Tous intègrent des trémies, des cribles, des concasseurs, des convoyeurs à bandes et des stocks tampons, nécessaires à la production de différentes fractions granulaires.

Des espaces de tri, transit, regroupement et traitements sont aménagés pour les :

- **matériaux de négoce** provenant d'autres sites du groupe industriel destinés à diversifier l'offre commerciale de la carrière (30 000 t/an stockés sur la plate-forme Nord sur une superficie de 1,65 ha) ;
- **matériaux pour la fabrication de bétons prêts à l'emploi** dont des sables et fillers non produits par la carrière (production de 23 500 t/an de bétons) ;
- **matériaux de déconstruction** du BTP, par campagnes, à préparer à des fins de valorisation matières (100 000 t/an stockés à proximité de la centrale à béton au Sud-Ouest de l'emprise sur une surface de 0,5 ha) ;
- **terres inertes**, reconnues comme déchets ultimes, utilisées à des fins de remblaiement partiel de la fosse d'extraction (50 000 t/an stockés dans l'attente de leur placement à proximité du traitement secondaire sur une surface de 0,5 ha).

Les différents secteurs de la carrière sont présentés en [annexe 2](#) de cet arrêté.

Pour ses besoins de fonctionnement, la carrière dispose également :

- d'un plateau technique qui accueille :
 - ✓ l'atelier de maintenance,

- ✓ l'aire de lavage des véhicules ;
- ✓ un poste fixe de ravitaillement en carburant des véhicules équipé d'un réservoir de 50 m³ de gasoil, d'une réserve de 2,5 m³ d'AdBlue et d'un îlot de distribution de 5 m³/h,
- ✓ un poste fixe de ravitaillement en carburant des engins de la carrière équipé d'une cuve de 5 m³ de Gasoil Non Routier (GNR) et de son dispositif de distribution,
- ✓ une cuve mobile de 1 m³ de GNR pour le ravitaillement du groupe mobile de concassage et de criblage du primaire (groupe électrogène intégré) et des engins de la carrière non équipés de roues, alimentés en bord à bord,
- d'un réseau de bassins de décantation en série dont le premier reçoit les eaux de fond de fouille, le second est situé à proximité de l'atelier-garage ainsi que 3 bacs en cascade pour alimenter l'installation de lavage des matériaux en circuit fermé ;
- d'une aire de lavage des matériaux (≈ 600 m²) ;
- d'un pont bascule, un atelier garage (≈ 1 300 m²), 2 dispositifs d'assainissement non collectif, 2 transformateurs électriques ainsi que des bâtiments pour les fonctions d'accueil, de bureaux, de vestiaires, de sanitaires, de locaux administratifs et sociaux...

ARTICLE 1.3 - GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières s'appliquent aux activités **d'extraction des matériaux** (rubrique 2510) de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, de prendre en charge les frais occasionnés par les travaux de remise en état du site. Elles n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités de la carrière.

Elles font l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou une entreprise d'assurances dont les montants sont calculés en euros TTC, en référence à l'indice TP 01 du mois de **juin 2022** égal à **129,1** tenant compte d'une TVA de 20 %.

La durée de l'autorisation est divisée en **6 périodes** quinquennales présentées en annexe 3 correspondant aux phases d'exploitation. Considérant que la remise en état du site nécessite des apports de matériaux inertes extérieurs pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction, le calcul des garanties financières s'est appuyé sur une évaluation détaillée et exhaustive. Ainsi, leur montant pour chacune des périodes s'établit comme suit :

Périodes quinquennales	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
Phases concernées	1 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 20 ans	21 à 25 ans	26 à 30 ans
Montant en euros TTC	966 457 €	1 284 457 €	1 556 297 €	1 767 817 €	1 882 297 €	1 882 297 €

Elles sont constituées dès la notification du présent arrêté. Leurs montants sont actualisés, a minima, tous les 5 ans ou à l'occasion de modifications de conditions d'exploitation ou de changements intervenus dans les modalités de leur constitution. Les justifications correspondantes sont adressées au préfet. Les modalités de leur application sont fixées par les textes de portée générale mentionnés à l'Art 1.5 ci-après.

ARTICLE 1.4 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ET RESPECT DES ENGAGEMENTS

La carrière est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans, données techniques et engagements pris au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté, d'arrêtés complémentaires et d'autres réglementations en vigueur.

En particulier, l'exploitation respecte le rythme d'avancement et les volumes prévisionnels à extraire prévus par le plan de phasage ainsi que la remise en état finale.

ARTICLE 1.4.2 - MODIFICATIONS DU CHAMP DE L'AUTORISATION

Toute modification apportée par le demandeur aux conditions d'exploitation de la carrière ou à sa remise en état et à ses voisinages, de nature à entraîner un changement substantiel ou notable du dossier de demande d'autorisation ou de ses incidences, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments nécessaires à son appréciation.

Il en est de même pour les dangers et/ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions de cet arrêté. Les études d'impact et/ou de dangers sont actualisées à ces occasions.

ARTICLE 1.4.3 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT ET TRANSFERT D'INSTALLATIONS

Le changement d'exploitant de la carrière est soumis à l'autorisation préalable du préfet et tout transfert d'installations sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou déclaration, le cas échéant.

ARTICLE 1.4.4 - MODERNISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les équipements mis à l'arrêt ne sont pas maintenus sur le site. Toutefois, lorsque leur démantèlement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation et garantissent leur mise en sécurité et la prévention des accidents (vidange des fluides dangereux, suppression des risques induits...).

Pour les installations présentant des risques de pollution des sols ou des eaux souterraines, l'exploitant établit un historique documentaire de leur exploitation et de la zone géographique concernée et procède à une recherche des polluants susceptibles d'avoir été disséminés pendant leur fonctionnement.

ARTICLE 1.4.5 - CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, les usages à prendre en compte sont :

- pour la partie Sud, une restitution à des activités agricoles ;
- pour la partie Nord dont la fosse d'extraction, un retour à des fonctionnalités écologiques pour le développement d'habitats pour les écosystèmes.

Le plan de principe de la remise en état de la carrière est présenté en annexe 4 de cet arrêté.

Au moins 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de la carrière ou de l'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. Le délai de prévenance est ramené à 3 mois pour les autres installations ou activités.

Pour les installations classées relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement, la notification satisfait respectivement aux dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-66-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas d'abandon de parcelles ou de mise à l'arrêt d'une partie des installations, l'exploitant procède à une cessation partielle d'activité dans les mêmes formes.

L'exploitant place le site ou les parcelles abandonnées dans un état tel qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement et qu'ils permettent l'usage futur dans les conditions prévues par la remise en état définitive ou par la restitution partielle de terrains.

Les conditions de mise en sécurité et de réaménagement sont détaillées au titre 7 de cet arrêté.

ARTICLE 1.5 - LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 - PRISE EN COMPTE DES ACTES ANTÉRIEURS

Sans abroger les actes antérieurs qui fondent les autorisations administratives des activités régulièrement mises en service, les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques et actes suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 2009-P-148 du 13 février 2009, autorisant la société des Carrières de Chaffenay à exploiter, après renouvellement et extension, la carrière et ses installations de traitements des matériaux situées au lieu-dit « Les Pommeraies » à Entrammes pour une durée de 15 ans ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013032-0002 du 1^{er} février 2013, fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 13 février 2009, actant le renoncement à l'exploitation de certaines parcelles et autorisant l'installation d'une unité de production de bétons prêts à l'emploi au profit de la société des Carrières de Chaffenay ;
- l'arrêté préfectoral du 5 août 2021 actant le changement d'exploitant au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ;
- le récépissé de cessation partielle d'activité, acté le 20 janvier 2023 par le préfet de la Mayenne, pour les 6 parcelles référencées sous les numéros 1460 (pour partie), 1461, 1463 (pour partie), 1273, 1275 et 1276 positionnées en section B du plan cadastral d'Entrammes ;
- l'arrêté préfectoral BPEF-2023-0032 du 29 mars 2023, modifiant le périmètre autorisé de la carrière et mettant à jour les conditions de sa remise en état ;
- l'arrêté préfectoral BPEF-2023-0153 du 27 octobre 2023, rectifiant la date de fin d'exploitation de la carrière ;
- l'arrêté préfectoral BPEF-2024-0030 du 8 février 2024, modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2009, pour porter la durée de l'autorisation d'exploiter de la carrière à 16 ans.

ARTICLE 1.5.2 - PRISE EN COMPTE DES INSTALLATIONS SOUMISES À ENREGISTREMENT, DÉCLARATION OU NON CLASSÉES

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent également aux autres activités, installation et ouvrages présents dans le périmètre d'exploitation autorisé qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les incidences de la carrière.

Les installations qui relèvent du régime de la déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC (déclaration avec contrôle).

L'exploitation des installations enregistrées ou déclarées respectent leurs arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) respectifs qui ne font l'objet d'aucun aménagement de leurs prescriptions, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions de cet arrêté :

Dates	Références des principaux textes généraux applicables
26/11/2012	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs de rubriques n° 2516 ou 2517
26/11/2011	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/04/2010	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 1.5.3 - TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES

Outre les dispositions du code de l'environnement, les prescriptions des textes suivants s'appliquent au site pour les parties qui le concernent (*liste non exhaustive*).

Dates	Références des principaux textes généraux applicables
23/07/1986	Règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (hors tirs de mines)
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
11/09/2003	Arrêté portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
09/02/2004	Arrêté modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
31/01/2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)
18/04/2008	Arrêté relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
07/07/2009	Arrêté modifié relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau pour les IC et aux normes de référence
19/04/2010	Arrêté relatif à la gestion des déchets des industries extractives
04/10/2010	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation (modifié)
22/08/2011	Circulaire relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières, au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
31/07/2012	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
12/12/2014	Arrêté relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées
31/05/2021	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
26/06/2023	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
30/06/2023	Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 1.5.4 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les prescriptions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code de la défense, le code de l'urbanisme, le code du travail dont le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE), le code de la Santé Publique, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les Équipements Sous Pression (ESP),
- des documents opposables tels que les schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENTS DE LA CARRIÈRE

Les installations sont conçues, aménagées et exploitées de manière à protéger et préserver les intérêts visés par le code de l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et d'équipements correctement dimensionnés. En particulier, les objectifs suivants sont systématiquement recherchés :

- la préservation de la sécurité du public et des personnels (prévention des accidents, des incidents et de leurs effets) et de la salubrité des lieux ;
- la limitation des émissions (eaux, sols, air, odeurs, déchets, bruits, vibrations...), y compris diffuses ;
- la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines et la maîtrise des incidences des activités du site sur leurs circulations ;
- l'économie des ressources naturelles (matières premières, eaux, énergies...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- la préservation de la biodiversité par la mise en œuvre systématique de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser-Aménagements-Suivi » dites ERCAS, des sites, des monuments historiques et du patrimoine archéologique ;
- le respect des éventuelles servitudes.

La poursuite de ces objectifs prend en compte les effets sur la santé, la sensibilité des milieux environnants ainsi que les limites techniques et l'acceptabilité économique des moyens déployés.

Tout rejet ou émission non prévenu par le présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement des effluents non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés. La dilution ne constitue pas un mode de traitement. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.

ARTICLE 2.2 - CONDUITE, MAINTENANCE ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Les installations, équipements et matériels, sont correctement dimensionnés et entretenus conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, à l'état de l'art au moment de leur mise en service et selon les recommandations de leurs constructeurs. Leurs performances permettent d'atteindre les objectifs fixés par cet arrêté.

L'exploitant met en place une organisation appropriée visant à respecter les prescriptions du présent arrêté. Les installations sont exploitées de manière à limiter les durées d'indisponibilité et les dysfonctionnements. Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont enregistrés.

Les opérations de maintenance préventive (définies par l'exploitant) et les vérifications périodiques (fixées par la réglementation) sont réalisées par des intervenants compétents, le cas échéant, agréés. Leurs interventions donnent lieu à des traitements formalisés (plans de résorption des non-conformités, prises en compte des observations...), appliqués dans les meilleurs délais.

Les installations sont contrôlées selon les modalités fixées par les règlements et les normes applicables en tenant compte des contraintes d'exploitation pour les périodicités non prévues. Elles sont vérifiées avant leur première mise en service et après toute modification importante ou arrêt de longue durée. Dans tous les cas, l'exploitant met en place un suivi adapté dont il est en mesure de justifier le contenu et le rythme.

La surveillance des installations est continue pendant les périodes d'exploitation.

ARTICLE 2.3 - EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE – MAÎTRISE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFETS DE SERRE (GES)

L'exploitant optimise ses consommations d'énergie et limite les émissions de gaz à effets de serre (GES) de chaque poste de consommation (transports internes et externes, durées de fonctionnement des installations, choix des conditions de conduite de l'exploitation...). L'exploitant justifie cette recherche de performances énergétiques au travers d'un suivi entretenu des actions menées. Elle devient un critère prépondérant de décision lors des renouvellements de matériels. Le suivi des consommations d'énergies est annuel.

L'exploitant entretient un bilan carbone qu'il présente au travers de ratios spécifiques de production d'émissions de GES et de consommation d'énergies rapportés à la tonne de matériaux commercialisés. Ce bilan distingue les matériaux extraits de ceux en transit. Il est entretenu et joint au rapport annuel. La capitalisation des performances permet de dégager les tendances et fait l'objet d'un plan d'amélioration continu de l'exploitation de la carrière. Le bilan carbone est mis à jour tous les 5 ans.

Au plus tard dans les 10 ans qui suivent la notification de cet arrêté, l'exploitant déplace le groupe de concassage primaire en fond de fouille et assure la remontée des matériaux jusqu'aux installations secondaires par bande transporteuse (alimentation électrique). Ces dispositions doivent permettre de réduire le nombre d'engins de chantiers en circulation dans la carrière.

Dans le même temps, il augmente le double fret pour les matériaux de négoce, les granulats recyclés, les déchets inertes extérieurs et les granulats produits par la carrière.

ARTICLE 2.4 - PERSONNE COMPÉTENTE

Au moins une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant, assure l'exploitation et la surveillance de la carrière. Elle est formée à sa conduite, à la maîtrise des risques et des nuisances que son exploitation induit ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens d'intervention associés.

ARTICLE 2.5 - ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais au préfet et à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande, le rapport d'incident, précise les circonstances et les causes de l'événement, les effets sur les personnes et l'environnement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour pallier ou évaluer les effets à moyens et longs termes et éviter qu'un événement similaire ne se reproduise. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DES INCIDENCES

ARTICLE 2.6.1 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et des conséquences de son exploitation, adapté au suivi de ses incidences et de leurs effets (émissions de toutes natures, évolution de la biodiversité, stabilité des terrains, piézométrie...). Ce programme est périodiquement actualisé pour tenir compte des évolutions de l'exploitation, des performances des installations, des obligations réglementaires et de l'environnement.

En particulier, la cartographie des prélèvements ou des mesures peut évoluer en fonction de l'avancement du chantier et des circonstances propres au site, évalués au fil des résultats de la surveillance. Dans ces cas, l'exploitant peut modifier ses plans de contrôle en le justifiant.

Les prélèvements et les mesures sont réalisés, par des personnes compétentes dans des conditions représentatives des activités de la carrière, conformément aux modalités d'analyses retenues par la réglementation et les normes en vigueur de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats, ou à défaut, à l'état de l'art au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être

utilisées pour la gestion du suivi au quotidien si elles sont régulièrement corrélées aux référentiels précités.

L'accès rapide à ces résultats permet de déployer les actions correctives correspondantes dans les meilleurs délais.

ARTICLE 2.6.2 - CONTRÔLES COMPLÉMENTAIRES ET INOPINÉS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux points d'émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions prescrites.

ARTICLE 2.6.3 - SUIVI, ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DES SURVEILLANCES

L'exploitant commente, analyse et interprète les résultats de la surveillance de ses émissions (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité qu'il présente dans le rapport annuel d'activités.

En cas de dépassements des valeurs prescrites, l'exploitant engage sans délai les actions correctives nécessaires à la résorption des écarts. A l'issue de ces épisodes, un contrôle atteste du retour à une situation satisfaisante. La gestion de ces dépassements fait l'objet de retours d'expériences également présentés dans le rapport annuel d'activités.

ARTICLE 2.6.4 - CONSERVATION DES RÉSULTATS DES SURVEILLANCES

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;
- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- la durée de l'autorisation pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

ARTICLE 2.7 - PLANS D'EXPLOITATION

Chaque année, l'exploitant met à jour un ou plusieurs plans orientés, d'échelles adaptées à la superficie du site et lisibles qui indiquent explicitement :

- les dates des levés ;
- les limites du périmètre sur lequel portent les droits d'exploiter et ses abords dans un rayon de 50 m ainsi que celles du périmètre des extractions ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouilles (avancement de l'exploitation), parois, fronts d'excavation et de remblayage ainsi que les stockages de déchets d'extraction ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, les remblais, les stockages de déchets d'extraction et les stocks ;
- les zones en cours d'exploitation et les futures zones à exploiter ;
- les zones exploitées, remise en état, en cours de réaménagement et les zones restituées avec la nature de leur réaménagement ;

- les zones de stockage des matériaux, des déchets inertes d'extractions et des déchets inertes extérieurs destinés à la valorisation ou au comblement de la fosse d'extraction ;
- les éventuels secteurs en eau ;
- les zones particulières de préservation (zones humides, biodiversité...) ;
- la localisation des installations (traitements des matériaux, transits, bassins, aire de ravitaillements...) et les stocks de matériaux dont les produits finis ;
- la localisation des pistes, clôtures et accès (le cas échéant, les chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière) ;
- les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes ;
- les réseaux d'évacuation et les équipements de traitements des rejets.

ARTICLE 2.8 - COMPTES-RENDUS

ARTICLE 2.8.1 - JUSTIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

ARTICLE 2.8.2 - RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

Tous les **31 mars**, l'exploitant adresse, à l'inspection des installations classées, une synthèse commentée relative à l'exploitation de la carrière au cours de l'année précédente dans laquelle figurent, a minima, les volumes de matériaux prélevés (bruts, commercialisés...), les résultats interprétés de la surveillance environnementale (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), le bilan d'activités et de gestion des déchets externes nécessaires au réaménagement, le retour d'expérience (REX) des incidents... La capitalisation des résultats année après année permet de tracer les tendances.

Cette communication est annuelle sauf en cas de dépassements importants des valeurs prescrites ou d'éléments appelant une information immédiate du préfet. Elle est également adressée au maire d'Entrammes et présentée en comité local de concertation et de suivi (CLCS).

ARTICLE 2.8.3 - ENQUÊTE ANNUELLE

L'exploitant renseigne les informations demandées sur le site internet de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévus par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

ARTICLE 2.8.4 - MISE EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ

Dans un délai de **12 mois** suivant sa notification, l'exploitant procède au récolement des dispositions de cet arrêté. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter. Si certains travaux ne sont pas achevés ou si des écarts apparaissent, l'exploitant précise les délais de leur réalisation ou de leur résorption effective.

ARTICLE 2.8.5 - COMITÉ LOCAL DE CONCERTATION ET DE SUIVI (CLCS)

L'exploitant met en place un comité local de concertation et de suivi (CLCS) de la carrière qu'il réunit régulièrement selon une fréquence minimale annuelle au cours duquel il présente son bilan d'exploitation de l'année écoulée ainsi que la synthèse de la surveillance des émissions et des incidences de la carrière sur l'environnement. A l'issue de cette réunion un compte-rendu est adressé aux membres de la CLCS, à la municipalité et à l'inspection des installations classées. En cas de circonstances particulières, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.

L'exploitant s'assure de la bonne information des membres de la CLCS et du conseil municipal sur la tenue des dates de réunions ainsi que la transmission des comptes-rendus et des présentations.

Ce comité comprend a minima le maire de la commune d'Entrammes, des représentants d'associations de protection de l'environnement représentatives et des riverains de la carrière. Ce collège peut être complété par les représentants des municipalités comprises dans le rayon d'affichage ainsi que de tout autre personne qualifiée, acceptée par l'exploitant, susceptible d'éclairer les échanges.

TITRE 3 - PATRIMOINE – PAYSAGE – MILIEUX NATURELS

ARTICLE 3.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETÉ DU SITE

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer la carrière dans le paysage et maintenir les installations comme les locaux en bon état de propreté. Une attention particulière est accordée aux émissaires de rejet et à leur périphérie.

Des merlons végétalisés avec des espèces locales sont implantés en périphérie de la carrière. Leur hauteur est limitée à 3 m en partie Sud et à 5 m en partie Nord le long de la RN 162 dans la bande de garde des 10 m.

ARTICLE 3.2 - NATURE DE LA DÉROGATION ET ESPÈCES CONCERNÉES

Le présent arrêté vaut dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement. A ce titre, l'exploitant est autorisé, pour la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière, à procéder à la destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos ainsi qu'à la capture et la destruction de spécimens des seules espèces animales protégées listées ci-après et situées dans le périmètre de la carrière « Les Pommeraies ». Cette dérogation concerne :

- 3 espèces d'amphibiens : Rainette verte, Grenouille rieuse, Pélodyte ponctué ;
- 2 espèces de reptiles : Lézard des murailles, Lézard à deux raies ;
- 4 espèces d'avifaune : Fauvette à tête noire, Rouge-gorge familier, Pinson des arbres, Linotte mélodieuse.

ARTICLE 3.3 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

ARTICLE 3.3.1 - MESURES D'ÉVITEMENT

Les populations d'espèces protégées ou à fort enjeu suivantes et/ou leurs habitats doivent être maintenus à l'écart des zones d'extraction tels que présentés en annexe 5 de cet arrêté et décrit ci-après :

- Pour le **Faucon pèlerin** – Une distance de 100 m doit être maintenue entre le site de nidification et l'impact projeté sur la falaise afin d'éviter toute incidence sur l'habitat du Faucon pèlerin (annexe 5 – figure 1) ;
- Pour la **Linotte mélodieuse** – Son habitat est à maintenir à l'écart du périmètre d'extraction et à préserver dans le cadre du projet d'approfondissement (annexe 5 – figure 2) ;
- Pour les **Grenouille agile, Triton palmé, Grenouille verte, Linotte mélodieuse, Lézard des murailles, Lézard vert et Couleuvre d'esculape** – La localisation initiale du projet de plateforme de négoce doit être déplacé afin de préserver les fourrés qui représentent un enjeu écologique pour ces espèces protégées (annexe 5 – figure 3) ;
- Pour le **Lézard des murailles et le Lézard vert** – Les habitats de ces deux espèces (fourrés arborés et mosaïques de fourrés et arbustifs) sont à préserver (annexe 5 – figure 4).

ARTICLE 3.3.2 - MESURES DE RÉDUCTION EN PHASE TRAVAUX

Article 3.3.2.1 - Respect des périodes de reproduction et de nidification des espèces pour la réalisation des travaux préparatoires

L'exécution des travaux préparatoires nécessaires à l'extension de la carrière vont entraîner des suppressions de végétations, des 2 bassins, d'une partie de la falaise en escaliers ainsi que des décapages des sols, susceptibles d'avoir des conséquences directes sur la faune en périodes

sensibles. Pour réduire ses impacts, l'exploitant est tenu de réaliser ces travaux impactant pendant les périodes suivantes, selon les espèces :

- entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre pour les amphibiens ;
- entre le 15 août et le 1^{er} mars pour l'avifaune ;
- entre le 1^{er} août et le 31 mars pour les reptiles.

Si des travaux impactent simultanément plusieurs espèces, la période d'interdiction couvre la totalité des périodes sensibles des espèces concernées.

Article 3.3.2.2 - Déplacements d'individus

Le déplacement des individus n'est réalisé que lorsque la mare et la dépression de compensation auront été créées (cf. mesure de compensation).

Cette mesure de déplacement des spécimens en dehors des zones de travaux est exécutée sous le contrôle d'un écologue pendant des périodes de 2 x 2 semaines pour chaque espèce (Pélodyte ponctué puis Grenouille rieuse et Rainette verte). Ce déplacement concerne les individus adultes qu'il est possible de récupérer à la main (dans le respect des conditions d'hygiène préalables à la manipulation des amphibiens), ainsi que les pontes et les larves qui peuvent être récupérées dans un seau. Les individus, larves et pontes sont transférés dans un site propice à leur développement et non impacté, en veillant à ce qu'ils ne puissent plus revenir dans les emprises de travaux.

Article 3.3.2.3 - Dispositifs de repli après l'exploitation

Des dispositifs de repli sont installés à l'issue de l'exploitation afin de retrouver les conditions actuelles d'accueil des espèces, en particulier :

- Pour le **Faucon pèlerin** – Lors du réaménagement, la fosse n'est pas entièrement comblée et conserve une hauteur minimale de falaise de 30 m afin de maintenir son habitat ;
- Pour les **amphibiens** – Les plans d'eau et mares préservés ou compensés permettent de conserver les conditions d'accueil de ces espèces sur le site ;
- Pour l'**avifaune nicheuse** – Les remblais sont végétalisés en fourrés avec des plantes présentant le label végétal local, à l'image de ceux actuellement présents.

Article 3.3.2.4 - Gestion et lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) font l'objet d'interventions de régulation, si nécessaire. Leur traitement est effectué avec des méthodes adaptées à leur mode de reproduction. L'usage d'herbicides pour maîtriser la dissémination de ces espèces est interdit.

Les zones où la présence d'EEE est avérée sont balisées. La terre en provenance de ces zones contaminées n'est pas mélangée avec d'autres terres ni transférée.

ARTICLE 3.3.3 - MESURES DE COMPENSATION

Les mesures compensatoires sont mises en œuvre dès la notification de cet arrêté, et avant tout impact sur les habitats des espèces protégées. Elles sont réalisées en saison automnale afin de favoriser la réussite des plantations et permettre le remplissage naturel de la mare et de la dépression.

Article 3.3.3.1 - Création d'habitats favorables aux amphibiens

Pour la **Rainette verte** et la **Grenouille rieuse**, la mare créée est éloignée de la route nationale et implantée, à l'intérieur d'un fourré arboré à moins de 200 m de la Jouanne. Son creusement prévoit des profondeurs variées, voire irrégulières, avec des berges à pentes douces et progressives (moins de 3 pour 1) ou avec des paliers et des secteurs plus profonds (1,75 m maximum) (annexe 5 – figure 5).

Pour le **Pélodyte ponctué**, la dépression est créée dans un milieu ouvert (au niveau d'une prairie mésoxérophile), d'une profondeur d'environ 0,50 m avec des berges à pente douce et progressives. Le fond est couvert d'argile pour assurer une étanchéité. Un amas de pierres est installé à côté de la dépression afin de créer un habitat supplémentaire (annexe 5 – figure 6).

Article 3.3.3.2 - Création d'habitats favorables à l'avifaune : fourrés arbustifs

La compensation d'habitats favorables à l'avifaune se fait par la création de fourrés arbustifs d'une surface de 5 800 m² au Sud-Ouest du site. Une partie des essences provient des fourrés impactés (Saules transplantés sous forme de baliveaux), l'autre partie est plantée d'essences locales (Ajoncs d'Europe, Genêts à balais, Aubépines et Prunelliers). Les pieds sont plantés en quinconce, tous les 0,50 m, sans bâche. Un taux de reprise de 90 % minimum à 5 ans doit être garanti, à défaut, des regarnis sont à réaliser (*annexe 5 – figure 7*).

ARTICLE 3.4 - MESURES DE SUIVI

L'ensemble des mesures « éviter, réduire, compenser et accompagner » fait l'objet d'un suivi par un écologue. Les données brutes de biodiversité sont également à transmettre dans les conditions fixées à l'article 3.5 ci-après.

L'ensemble des mesures compensatoires doit être pérenne jusqu'à la fin d'exploitation de la carrière.

ARTICLE 3.4.1 - SUIVI DES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Les espèces végétales invasives sont suivies au cours de campagnes de terrain en périodes estivales qui localisent les espèces pour lesquelles une intervention serait à effectuer. Ces campagnes, qui donnent lieu à des comptes-rendus et des recommandations d'actions, le cas échéant, sont menées selon une fréquence quinquennale durant les différentes phases d'exploitation de la carrière.

ARTICLE 3.4.2 - SUIVI DE L'AVIFAUNE

Un suivi écologique de l'avifaune est effectué au cours de 6 campagnes menées pendant la durée de l'exploitation, réparties au cours des années (n+1, n+3, n+5, n+10, n+20 et n+30) comptées à partir de la notification de cet arrêté. Elles portent sur l'évaluation de la colonisation des fourrés créés en compensation des habitats détruits par les espèces d'oiseaux. Ce suivi comprend 2 passages, effectués entre le 15 avril et le 30 avril, puis entre le 15 mai et le 31 mai de chaque année de suivi.

ARTICLE 3.4.3 - SUIVI DES AMPHIBIENS

Un suivi écologique des amphibiens est effectué au cours de 7 campagnes menées pendant l'exploitation, réparties au cours des années (n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, n+20 et n+30) comptées à partir de la notification de cet arrêté. Elles portent sur l'évaluation de la colonisation par les amphibiens de la mare et de la dépression créées en compensation des habitats détruits. Ce suivi comprend 3 passages, dont 2 sont effectués en périodes diurnes, en mars et en mai, et le dernier en période nocturne en avril. Leurs résultats peuvent donner lieu à des mesures correctives.

ARTICLE 3.5 - GÉOLOCALISATION DES MESURES COMPENSATOIRES ET DONNÉES DE BIODIVERSITÉ

En application des dispositions de l'article L.163-5 du code de l'environnement, l'exploitant renseigne les mesures de compensation mentionnées précédemment dans le mois qui suit la notification du présent arrêté.

Ainsi, « Les mesures de compensation aux atteintes faites à la biodiversité, définies au I de l'article L.163-1, sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur internet. Les maîtres d'ouvrage fournissent aux services compétents de l'Etat toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l'outil par ces services ».

Les données relatives à l'évitement, la réduction et l'accompagnement peuvent aussi être jointes. Elles sont renseignées et transmises au service instructeur, sous 1 mois à compter de la notification de cet arrêté, selon les modalités prévues par l'administration pour remplir l'outil GéoMCE.

Dans le cas où certaines mesures évoluent, les modifications sont également transmises au service instructeur, dans le mois qui suit leur récolement et dans les conditions précédemment fixées.

Ces données doivent être transmises via un fichier d'import SIG (.shp) en ligne sur le site internet de la DREAL Pays-de-le-Loire à l'adresse suivante : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/la-sequence-eviter-reduire-compenser-erc-a4914.html>

L'exploitant est tenu de verser les données brutes de biodiversité acquises lors de l'étude préalable. Il doit également fournir celles recueillies postérieurement à la décision administrative à l'occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires aux mêmes échéances que les suivis afférents. Toutes ces données sont à verser sur l'espace de dépôt : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> à l'aide des outils mis à la disposition de l'exploitant.

TITRE 4 - AMÉNAGEMENTS ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 4.1 - SIGNALÉTIQUE – INFORMATION DU PUBLIC

Sur chaque voie d'accès au chantier d'extraction, l'exploitant appose un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de son autorisation, l'objet des travaux ainsi que l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral d'autorisation, le plan de remise en état et le plan de circulation peuvent être consultés.

L'exploitant installe également en tout point nécessaire des panneaux d'interdiction d'accès du public au site et de signalement des dangers identifiés dans la carrière.

Ces panneaux, comme l'ensemble des signalétiques du site, sont construits en matériaux résistants aux intempéries et leurs inscriptions sont inaltérables.

ARTICLE 4.2 - BORNAGE

L'exploitant procède au bornage (au sens de l'article 646 du code civil) du périmètre de son autorisation. Un second bornage (piquetage) délimite la zone d'extraction et, le cas échéant, les distances de recul. Une borne de nivellement constituant le repère altimétrique de référence est positionnée sur un socle en béton et permet à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille. Sa côte est évaluée.

Ces repères sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière ou des secteurs concernés, jusqu'à la remise en état.

ARTICLE 4.3 - ACCÈS, CIRCULATION ET DESSERTE

ARTICLE 4.3.1 - RACCORDEMENT AU RÉSEAU ROUTIER

L'accès se fait par une desserte privée directe depuis un rond-point entre la RN 162 et la RD 103 dont le raccordement à la voie publique et la signalétique font l'objet d'une convention passée avec le gestionnaire du réseau routier afin de limiter les risques pour la sécurité publique. Des aménagements complémentaires peuvent être réalisés sous couvert d'une permission de voirie.

L'entrée de la carrière est aménagée pour faciliter le passage des camions. Des aires de stationnement sont mises en places (construites), pour éviter l'apparition de files d'attente à l'entrée du site et le stationnement de poids-lourds sur la chaussée pendant les heures d'ouverture.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter que des matériaux ne soient épandus sur la chaussée. Pour cela, il veille à la bonne répartition des chargements, si nécessaire au bâchage des camions en charge, et assure le nettoyage du raccordement à la voie publique durant l'exploitation. Sa contribution à l'entretien et à la remise en état des voies publiques relève du code de la Voirie Routière et des engagements pris avec le gestionnaire du réseau.

L'écoulement des eaux pluviales fait l'objet d'aménagements qui évitent les ruissellements sur les voies publiques comme sur la desserte.

Les trajets d'évacuation des matériaux sont ceux présentés dans le dossier de demande d'autorisation. Ils peuvent faire l'objet d'ajustements après concertation et accord du gestionnaire du réseau et des municipalités concernées. L'exploitant tient à jour une estimation de la proportion de camions sortant de la carrière par itinéraire emprunté.

ARTICLE 4.3.2 - CONTRÔLES DES ACCÈS

Le site est interdit au public. Pour cela, le périmètre en exploitation est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails. Les personnes étrangères doivent être autorisées avant de pénétrer sur le site. Durant les heures d'activités, les accès sont contrôlés et l'exploitant a en

permanence la connaissance des personnes présentes dans la carrière. En dehors des périodes d'exploitation, ces accès sont matériellement interdits.

ARTICLE 4.3.3 - CIRCULATION DES ENGINS ET DES VÉHICULES DANS LA CARRIÈRE

L'exploitant fixe les règles d'accès et les conditions de circulation des véhicules comme des piétons dans la carrière (plan et sens de circulation, limitations de vitesses, séparation des flux des engins d'exploitation, des transporteurs et des véhicules particuliers....) qui sont portées à la connaissance des intéressés par une signalétique explicite et une information appropriée. Elles visent à éviter d'endommager les installations et d'encombrer les voies et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Les véhicules et engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès libres aux pompiers et les issues dégagées.

Les voies d'accès et de circulation sont conçues de manière à permettre une intervention rapide des services de secours. La largeur et l'état des pistes sont compatibles avec la circulation de leurs véhicules.

ARTICLE 4.4 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 4.4.1 - ORGANISATION DES EXTRACTIONS

Les extractions de matériaux sont conduites selon les 6 phases quinquennales décrites ci-après et présentées en annexes 3 :

Phase	Description de la phase	Volume extrait	Volume cumulé
Phase 1 0 – 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> Destruction du bassin de décantation situé à proximité du pont-bascule Mise à l'arrêt des installations primaires fixes actuelles, toutefois conservées en secours (scalpeur, concasseur primaire). Mise en place d'un nouveau poste primaire mobile au niveau - 30 m NGF (*) Elargissement de la zone exploitable au Nord, au Sud-Ouest, agrandissement du palier à - 30 m NGF 	1,45 Mm ³	1,45 Mm ³
Phase 2 5 – 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> Elargissement de la zone exploitable à l'Est Agrandissement du palier à - 15 m NGF à l'Est Mise en place du convoyeur à bande à la cote de - 30 m NGF Création du palier à - 45 m NGF 	1,45 Mm ³	2,90 Mm ³
Phase 3 10 – 15 ans	<ul style="list-style-type: none"> Agrandissement du palier à - 45 m NGF Création du palier à - 60 m NGF Remblaiement des fronts supérieurs au Nord-Est avec des terres inertes extérieures 	1,45 Mm ³	4,35 Mm ³
Phase 4 15 – 20 ans	<ul style="list-style-type: none"> Agrandissement du palier à - 60 m NGF Remblaiement des fronts supérieurs au Nord-Est avec des terres inertes extérieures 	1,45 Mm ³	5,80 Mm ³
Phase 5 20 – 25 ans	<ul style="list-style-type: none"> Création du palier à - 75 puis - 90 m NGF Remblaiement des fronts supérieurs au Nord-Est avec des terres inertes extérieures 	1,45 Mm ³	7,25 Mm ³
Phase 6 25 – 30 ans	<ul style="list-style-type: none"> Atteinte du palier à - 105 m NGF au cours des 3 premières années Remblaiement des fronts supérieurs au Nord-Est avec des terres inertes puis remblaiement partiel de la partie Est de la fosse avec les matériaux inertes admis sur site et avec ceux stockés sur la plateforme Nord pouvant aller jusqu'à la cote de + 15 m NGF Démantèlement des installations de traitement sur la plateforme au Sud de l'excavation, nivellement des terrains et remise en état agricole Végétalisation de la plateforme Nord 	0,87 Mm ³	8,12 Mm ³

(*) En aucun cas les deux unités de traitements primaires des matériaux sont mises simultanément en service. L'installation fixe est mise en sécurité et déconnectée du réseau d'alimentation électrique. Son éventuelle remise en service ne peut se justifier qu'en raison d'une indisponibilité du groupe mobile et sous couvert d'un PAC accompagné d'une analyse d'incidence sur les émissions sonores

A horizon de 10 ans, les matériaux sont traités par des installations primaires mobiles placées au plus près des fronts de taille à la cote - 30 m NGF, et acheminés par bandes transporteuses vers les installations de traitements secondaires et tertiaires positionnées au niveau du terrain naturel dans le périmètre autorisé de la carrière.

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées par pesées.

ARTICLE 4.4.2 - HORAIRES DE TRAVAIL

Les horaires de travail s'étalent du lundi au vendredi, jours fériés exceptés, entre :

- 5h00 et 22h00 pour les activités de traitements, de livraisons des matériaux extraits et de maintenance des installations, cette dernière est également susceptible de travailler les samedis matin hors fériés de 5h00 et 12h00 ;
- 5h00 et 21h00 pour les traitements des matériaux à recycler ;
- 7h00 à 20h00 pour les extractions.

ARTICLE 4.4.3 - ACCUEIL DES TIERS ET DES PARTICULIERS

Une aire de service, séparée du reste des activités, est réservée à l'usage exclusif des particuliers s'ils sont admis sur le site. Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sont organisées de manière à séparer au maximum les trafics des engins d'exploitation, des transporteurs et des particuliers.

L'emprise de la carrière ne comporte aucun local occupé ou habité par des tiers.

ARTICLE 4.4.4 - RELATIONS AVEC LES TIERS INTERFÉRANT AVEC L'EXPLOITATION

Il est interdit de laisser à des tiers (agriculteur, apiculteur, énergéticiens...) l'utilisation, même partielle du site, avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, cosignée, précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions du présent arrêté n'ait été préalablement établie entre les tiers et l'exploitant.

Cette convention, qui vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité des personnes, précise que l'exploitant de la carrière reste, en toutes circonstances, responsable du site. Pour cela, elle gère les interfaces communes (accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours...), les charges de chacun (entretien, mise à disposition, utilisation...) et les conditions d'informations réciproques liées à la survenance d'événements.

L'ensemble des personnels concernés (exploitant et tiers) en est informé.

ARTICLE 4.4.5 - FRONTS D'EXPLOITATION

Les extractions, effectuées en fouilles à ciel ouvert par des moyens mécaniques et des explosifs, sont maintenues hors d'eau par pompage des exhaures. L'exploitation est conduite par fronts de taille, successifs d'une hauteur maximale de **15 m**, pour une puissance totale exploitée d'environ **105 m**. La hauteur, la pente des fronts et la largeur des risbermes sont déterminées par l'exploitant en fonction de son évaluation des risques (code du travail – document unique d'évaluation des risques professionnels) qui prend notamment en compte la stabilité des fronts.

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves. Les fronts de taille arrivés en position ultime sont immédiatement purgés et rectifiés et une banquette d'au moins 5 m de large est maintenue entre chaque palier.

L'exploitant met en œuvre les préconisations de l'étude de stabilité (Geo Hydro Investigation – Rapport R 22-753-A914 du 28 juin 2022) des fronts de taille, annexée à l'étude de dangers de sa demande d'autorisation d'exploiter et respecte, a minima, les recommandations suivantes :

- suivi géologique régulier des fronts de taille dont un examen détaillé est réalisé par une personne compétente ;
- purge systématique des blocs ou des zones présentant un risque pour la stabilité ;

- adaptation des tirs de mines à la géométrie des fronts (charges, orientations des forages...) ;
- sensibilisation des intervenants aux risques d'instabilité du gisement (consignes particulières pour les salariés et plan de prévention des risques pour les intervenants extérieurs).

ARTICLE 4.4.6 - BANQUETTES

Une banquette est aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur minimale de 5 m est ajustée en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le Document de Sécurité et de Santé (DSS), établi conformément au RGIE, qui prend en compte la stabilité des fronts et les risques de chute des engins sur le gradin inférieur.

ARTICLE 4.4.7 - PISTES

Les voies de circulation et les aires de stationnement sont aménagées, délimitées et entretenues pour faciliter l'accès aux chantiers (fronts d'exploitation, zones de stockage...) et la circulation des véhicules.

Les pistes sont les plus larges possibles. Une distance minimale de 5 m est maintenue entre la limite de la piste et le bord supérieur d'un talus ou d'un front de taille, portée à 10 m en présence d'un plan ou d'un cours d'eau. Une distance de 2 m est maintenue entre la piste et la base des fronts de taille ou d'une paroi qui la domine. Leur pente est limitée à 15 % avec un objectif recherché de 10 %.

Côté bord supérieur du talus ou de la paroi dominée, les voies de circulation sont protégées par des dispositifs difficilement franchissables (blocs, merlons...) par un véhicule en circulation à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au moins au demi-rayon des plus grandes roues des véhicules circulant sur les pistes. L'approche du sommet est protégée par des obstacles matériels et fait l'objet d'une instruction de l'exploitant.

Les pistes disposent d'une signalétique appropriée et sont entretenues en permanence.

ARTICLE 4.4.8 - LIMITATION DES BOUES

L'exploitant prend toutes les dispositions pour réduire la présence de boues, notamment sur les voies publiques. Au besoin, les roues des véhicules sortants de la carrière sont lavées. Outre les autres mesures déjà mises en œuvre, la limitation des accumulations de boues passe par le nivellement et le rechargement régulier des pistes ainsi que leur nettoyage pour éviter les accumulations de fines.

ARTICLE 4.4.9 - GESTION DES DÉCHETS INERTES DANS L'ATTENTE DE LEUR VALORISATION

Pour les matériaux ne pouvant être valorisés, l'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par le plan de gestion des déchets d'extraction prescrit à l'article 6.1.4 de cet arrêté.

Le fait que l'extension de la carrière soit réalisée par approfondissement de la fosse existante, le site ne produit plus de stérile mais seulement des boues de lavage des matériaux et de curage des bassins de décantation. Toutefois, des stocks de terres végétales et de stériles inertes constitués au cours des extractions antérieures et des apports extérieurs restent dans l'attente de leur valorisation dans le cadre du réaménagement du site. Ces stocks sont présentés en annexe 6 de cet arrêté. D'ores et déjà, les dépôts repérés A, B et F sont définitifs. Les autres déchets inertes seront réutilisés pour le comblement partiel de la fosse d'extraction.

Les boues produites, environ 30 t/an, sont préalablement séchées dans des alvéoles spécifiques avant d'être mélangées avec les matériaux de remblais sur la zone d'accueil de déchets inertes d'origine extérieure (dépôt repéré G).

La hauteur de stockages des stériles et des déchets inertes, en partie Nord, est limitée à la cote de 75 m NGF à laquelle il culmine actuellement. La zone de stockage s'étendra vers l'Est et le Sud-Est, mais restera à une cote de remblai inférieure à celle du merlon qui longe la RN 162.

Les stockages de déchets d'extraction sont construits, gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique. Ils ne sont pas de nature à dégrader les eaux superficielles et/ou souterraines. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, établit un

plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes et s'assure, en toutes circonstances, de la stabilité des remblais.

ARTICLE 4.5 - RESPECT DES SERVITUDES

La carrière étant couverte par des servitudes aéronautiques liées à l'aérodrome de Laval-Entrammes, l'utilisation d'un engin de levage d'une hauteur supérieure aux bâtiments existants, est soumis à l'autorisation préalable du département SNIA-Ouest de la direction générale de l'aviation civile (DGAC), sur la base d'un dossier de demande transmis au moins 1 mois avant le démarrage des travaux.

TITRE 5 - SÉCURITÉ – PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 5.1 - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 5.1.1 - ZONES À RISQUES

L'exploitant identifie les risques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie...) ou de présenter des dangers pour les personnes (chutes, noyade, ensevelissement, enlèvement...). Les zones concernées font l'objet de mesures de protection matérielles (barrières physiques...) et organisationnelles (signalétiques, consignes, formations...) et sont reportées sur un plan tenu à jour.

L'exploitant veille à contenir les effets d'un sinistre à l'intérieur des limites de la carrière. L'isolement des installations et stockages évite les effets dominos.

ARTICLE 5.1.2 - ÉTAT DES STOCKS

L'exploitant tient à jour un état des stocks de tous les produits et déchets présents sur le site, y compris des matériaux extraits, commercialisés ou en attente de réutilisation pour le réaménagement final (nature, état physique, quantités, emplacements...).

Les conditions de stockage des produits et des déchets dangereux tiennent compte des mentions de dangers associées à leur étiquetage et à leur codification. Leurs conditionnements portent de manière lisible la dénomination exacte de leur contenu (numéro et symbole de danger) et l'exploitant dispose des documents, s'ils existent, lui permettant de connaître la nature et les risques qu'ils présentent, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Aucun explosif n'est stocké sur la carrière.

ARTICLE 5.1.3 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation du personnel, y compris des intervenants extérieurs, à la connaissance des risques liés au chantier, des consignes d'exploitation et de sécurité, des moyens d'intervention ainsi qu'à la préservation des intérêts environnementaux (incidences, nuisances aux riverains...) et écologiques. Cette formation initiale, adaptée et proportionnée aux enjeux identifiés et aux postes occupés, est entretenue.

ARTICLE 5.1.4 - CONSIGNES

Des consignes d'exploitation comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement comme pendant les phases transitoires (arrêts, entretiens, modifications...) ainsi que les modalités d'application des prescriptions de cet arrêté dont la protection des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Par ailleurs, l'exploitant rédige des consignes de sécurité qui précisent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux...) ;
- les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident dont l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu naturel (fuite de matières dangereuses) ;
- les moyens d'intervention à mettre en œuvre selon l'évènement ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de la carrière, des services d'incendie et de secours...

Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.

ARTICLE 5.1.5 - TRAVAUX

Toutes les interventions sont effectuées sous la seule responsabilité de l'exploitant et les modalités de leur exécution sont soumises à son strict contrôle. Les documents établis sont conjointement visés par l'exploitant et l'éventuel intervenant extérieur. Une vérification du chantier est effectuée avant la reprise de l'activité.

Pour les travaux conduisant à une augmentation des risques, le plan de prévention peut être accompagné d'un permis d'intervention ou de travail spécialisé comme d'un « permis de feu » et/ou si nécessaire d'une habilitation spécifique. En dehors des interventions formellement autorisées par l'exploitant, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion.

ARTICLE 5.1.6 - PROTECTION INDIVIDUELLE ET RÉSERVES DE PRODUITS CONSOMMABLES

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des matériels de protection individuelle (casques, protections auditives, gants...) adaptés aux risques présentés par les installations et aux interventions attendues des personnels sont mis à la disposition des intervenants.

Par ailleurs, l'établissement dispose d'équipements et de produits ou matières consommables nécessaires à la maîtrise de ses incidences, par exemple des produits absorbants, inhibiteurs...

Ces matériels et équipements sont disponibles et accessibles en permanence, en quantité suffisante, maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

ARTICLE 5.2 - INFRASTRUCTURES

ARTICLE 5.2.1 - ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

Les réseaux et leurs équipements associés satisfont aux règles homologuées au moment de leur construction, les matériaux employés sont choisis en fonction de leurs conditions d'utilisation. Les vannes sont signalées et portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Les réseaux sont protégés contre les agressions qu'ils peuvent subir, sont faciles d'accès et repérés. Ils sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'ils sont susceptibles d'accueillir. Ces éléments figurent sur un plan tenu à jour.

ARTICLE 5.2.2 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

ARTICLE 5.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS DES SOLS ET DES SOUS-SOLS

ARTICLE 5.3.1 - OPÉRATIONS SENSIBLES

Les seuls produits potentiellement dangereux admis sur la carrière sont les carburants des véhicules, engins et équipements de chantier (gasoil, gasoil non routier (GNR) et AdBlue) ainsi que les fluides d'appoint nécessaires à leur maintenance légère (huiles, filtres, lubrifiants, liquide de refroidissement). Les transferts de ces produits sont réalisés sous le contrôle physique permanent de l'exploitant.

Les opérations susceptibles de conduire à un déversement de ces liquides (ravitaillements et entretiens, transports, stockages et manipulations, stationnements des engins, lavages des véhicules...) sont réalisées sur des aires étanches aménagées pour faciliter la récupération totale des liquides éventuellement épandus, des égouttures et des eaux de ruissellement.

Pour les véhicules équipés de roues, ces opérations sont réalisées sur des aires bétonnées fixes construites à proximité de l'atelier de la carrière. Pour cela, l'exploitant dispose de 2 stations de distribution de carburants et d'AdBlue.

Pour les engins à mobilité réduite, seuls les ravitaillements en carburant peuvent être effectués en bord à bord si toutes les précautions d'usage sont déployées (bac de protection, couverture absorbantes...). Les autres opérations sont réalisées à l'atelier.

Le camion ravitailleur est équipé d'un arrêt d'urgence positionné sur la pompe d'alimentation et d'une vanne manuelle d'arrêt de l'alimentation positionnée entre la cuve et le pistolet distributeur, ce dernier est muni d'un dispositif homme mort. Son tuyau de distribution est remplacé à l'échéance prescrite.

Tous les engins et véhicules de la carrière disposent de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale par les hydrocarbures. Ils sont entretenus régulièrement et toute fuite entraîne l'arrêt et la mise en réparation immédiate de l'équipement concerné.

Les bassins de décantation sont équipés pour stopper les transferts de polluants (vannes de barrage ou équivalent, boudins flottants...).

Les produits récupérés lors d'une pollution accidentelle sont réutilisés ou éliminés en tant que déchets.

ARTICLE 5.3.2 - PLATEAU TECHNIQUE

La cuve de gasoil de 50 m³, dédiée au ravitaillement des véhicules, est enterrée, double-enveloppe et conforme aux dispositions de l'arrêté du 18 avril 2008, équipée d'une détection de fuite et de mesures de leur contenu en continu avec des niveaux haut et bas alarmés.

Les cuves fixes de 2,5 m³ d'AdBlue, de 5 m³ de Gasoil Non Routier (GNR) pour les engins roulants de la carrière et la cuve mobile de GNR utilisée pour le ravitaillement du groupe mobile de concassage et de criblage du primaire (groupe électrogène intégré) et des engins de la carrière non équipés de roues, alimentés en bord à bord, sont aériennes et double-enveloppe. Elles sont équipées de mesure niveau de leur contenu.

L'îlot de distribution de 5 m³/h de gasoil est conforme aux dispositions de l'arrêté du 15 avril 2010.

L'ensemble des équipements aériens (cuves et îlots de distribution) font l'objet de protections mécaniques contre les heurts de véhicules en manœuvre.

ARTICLE 5.3.3 - RÉTENTIONS

Les autres liquides dangereux sont stockés dans des capacités de rétention, construites selon les règles de l'art, étanches, résistantes à l'action physique et chimique des fluides et aménagées pour récupérer les eaux météoriques en cas de stockage non abrité. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Leur système d'évacuation des eaux n'est pas automatique et ne comporte pas de vidange par simple gravité. Les contenants de produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Leurs volumes respectent les règles suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Sauf pour les récipients de capacité unitaire maximale de 250 litres, pour lesquels la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

L'exploitant veille à ce que les volumes de rétention restent disponibles en permanence.

ARTICLE 5.4 - RISQUES GÉOTECHNIQUES

ARTICLE 5.4.1 - ZONE DE GARDE ET DISTANCES DE PROTECTION

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale des limites du périmètre autorisé telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise, avec un minimum de **10 m**. Cette distance prend en compte les retalutages éventuels des fronts de taille supérieurs nécessités par la remise en état du site. Cette bande ne fait l'objet d'aucune exploitation et est maintenue libre de toute occupation (activités, stockages...).

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Au besoin, les hauteurs de fronts sont diminuées, les largeurs de banquettes augmentées, le fond de fouille réduit...

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne comportent pas de surplomb, de zone de porte-à-faux ou de cave.

ARTICLE 5.4.2 - LIMITATIONS DES ACCÈS AUX ZONES DANGEREUSES

Les accès aux zones dangereuses sont interdits et matériellement protégés. Pour cela, des dispositifs de protection (merlons, enrochements...) sont mis en place autour des excavations, aux sommets des fronts et des talus, le cas échéant, en leurs pieds ainsi qu'à proximité des zones à risques de noyade qui disposent également de bouées ou de gilets de sauvetage facilement accessibles.

Ces restrictions d'accès et le signalement des dangers font l'objet d'une signalétique explicite, lisible et implantée aux endroits appropriés (limites de propriété et abords des zones dangereuses).

ARTICLE 5.4.3 - STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DE MATÉRIAUX

Les stockages et entreposages même temporaires de matériaux sont réalisés de façon à assurer la stabilité des matériaux. Ils sont positionnés à une distance suffisante de la périphérie du site pour qu'en cas d'instabilité, aucun mouvement des matériaux n'atteigne les terrains voisins. Leur mise en œuvre et leur emplacement assure la préservation des enjeux environnementaux liés notamment à la biodiversité, à l'intégration paysagère et à la stabilité (avec prise en compte de l'étude de stabilité des remblais de déchets d'extraction).

ARTICLE 5.4.4 - SURVEILLANCE DU CHANTIER

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des activités, et tout particulièrement lors des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai ou à une sécurisation de la zone concernée. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires. Ces interventions sont tracées.

ARTICLE 5.4.5 - SURVEILLANCE DE LA STABILITÉ DES FRONTS ET DES REMBLAIS

L'exploitant veille au maintien de la stabilité des remblais de déchets d'extraction. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation.

Un contrôle régulier de la stabilité des fronts et des remblais, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'arrêt d'exploitation prolongé. Ces contrôles sont tracés.

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à un contrôle des instabilités rocheuses. Le cas échéant, ce contrôle fait l'objet de propositions de renforcement de la stabilité des fronts, accompagné d'un échéancier de travaux.

L'exploitant actualise l'étude de stabilité annexée à l'étude de dangers de sa demande d'autorisation d'exploiter, a minima tous les 10 ans ou en cas d'évolution à la situation prise en référence dans l'étude initiale (mouvement de terrain, karsts, stratifications, discontinuités, fracturations...). Les nouvelles préconisations sont prises en compte.

ARTICLE 5.5 - TIRS DE MINES

Les explosifs sont fabriqués sur place par une Unité Mobile de Fabrication d'Explosifs (UMFE) et sont utilisés dès leur réception sous couvert d'une autorisation spécifique de la préfecture ou d'un certificat d'acquisition. Il n'y a aucun stockage d'explosif sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des abattages et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs sont exécutés par du personnel formé et qualifié.

Toutes les dispositions sont mises en œuvre afin de limiter les effets induits par les tirs d'abattage pour l'environnement (riverains, patrimoine...), en particulier les vibrations, les émissions sonores, la pression acoustique, les projections de pierres. Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

ARTICLE 5.5.1 - PRÉPARATION DES TIRS

L'exploitant définit un plan de tir qui vise à obtenir une utilisation optimale des explosifs tout en assurant la sécurité du public pendant les tirs et en limitant les gênes et les nuisances susceptibles d'être induites. Pour cela, il tient compte de la nature et de la morphologie du gisement à abattre et détermine le type de trous de mines à réaliser (diamètre, hauteur...) et leur positionnement (maille, inclinaison, azimuth...). Ces analyses peuvent influencer la préparation des fronts de taille (orientation, hauteur, maillage, pente de stabilité...) ou les techniques d'abattages (réduction des charges instantanées et/ou des charges unitaires d'explosifs, bourrages, recouvrements des cordons détonants, procédés d'amorçage...).

Ainsi, les plans de tirs sont adaptés en fonction de la distance des habitations et des voies de circulation les plus proches ainsi qu'aux caractéristiques propres du gisement intégrant systématiquement le retour d'expérience des abattages antérieurs.

Des contrôles sont opérés pour réduire les risques de projections de pierres à l'extérieur de l'emprise de la carrière (état des fronts, structure des roches...), notamment, la qualité de la foration avant le chargement des explosifs avec un repérage précis de la position des trous de mines par rapport au front de taille (angle de foration, profondeur et position des trous, épaisseur du front à abattre...). Le rapport de foration rend compte de l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

La charge d'explosifs introduite dans les trous de mines est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.

ARTICLE 5.5.2 - PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ – INFORMATIONS PRÉALABLES AUX TIRS

L'exploitant définit le périmètre de sécurité autour de la zone de tir et prend les dispositions nécessaires pour la faire évacuer. Avant la réalisation d'un tir, la zone d'extraction est fermée, l'exploitant réalise un contrôle visuel des terrains limitrophes de la zone de tir et s'assure de leur évacuation et de la maîtrise du périmètre dangereux. Pendant la séquence de tir, la zone consignée est physiquement surveillée. La séquence de tir est conduite sous le contrôle du chef mineur.

Les tirs d'abattage sont réalisés les jours ouvrables (sauf les samedis) aux horaires convenus avec les municipalités concernées. Les riverains et les municipalités sont informés des consignes qui précèdent les tirs. Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour prévenir du tir est déclenché au moins deux minutes avant la mise à feu. Ce signal est suivi d'un second signal précédant immédiatement la mise à feu.

En complément des dispositions précédentes, les riverains peuvent demander à être prévenus par avance des dates et heures des tirs, par tout moyen adapté convenu avec le carrier (appel téléphonique, informations disponibles à la mairie...).

ARTICLE 5.5.3 - REPRISE DES ACTIVITÉS

Avant la reprise du chantier et la libération des zones consignées, l'exploitant procède à une ronde visant notamment à s'assurer de l'emploi de la totalité des explosifs engagés pendant la séquence de tir. La fin de la séquence de tirs est spécifiée par un signal sonore prolongé.

Les fronts sont systématiquement purgés avant la reprise des travaux.

ARTICLE 5.5.4 - VALEURS LIMITES DES VIBRATIONS

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à **10 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	1	5	30	80
Pondération du signal	5	1	1	3/8

Les constructions avoisinantes sont les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect de la valeur limite est également assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires pendant les tirs de mines.

ARTICLE 5.5.5 - SURVEILLANCE DES VIBRATIONS ET DE LA PRESSION ACOUSTIQUE

Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau des habitations les plus susceptibles d'être impactées en fonction de la position du tir et de l'avancement de l'exploitation. Les mesures sont effectuées en des points solidaires d'éléments porteurs des structures situés au plus près des fondations de l'habitation, sous réserve d'un accord formel des propriétaires des biens. A défaut, l'exploitant utilise des points de mesures de caractéristiques équivalentes en termes de transmissions des vitesses particulières et des pressions acoustiques.

En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesse particulière), l'exploitant réalise une analyse des résultats et des conditions de tir pour en limiter les effets lors des tirs suivants. Cette analyse fait l'objet d'un compte-rendu formalisé transmis à l'inspection des installations classées.

Au besoin, l'exploitant adapte la cartographie de ces points de mesures pour tenir compte de l'avancement du chantier et des circonstances particulières apparues à l'occasion de mesures qu'il est en mesure de justifier.

Lors de chaque tir, la surveillance est effectuée systématiquement, en rotation, a minima, en 2 points représentatifs des habitations les plus susceptibles d'être impactées par les effets des tirs, notamment :

- à l'Est, au lieu-dit « Les Poiriers » ;
- au Nord-Est, aux premières habitations du bourg d'Entrammes, rue de l'Anjou et rue du Maine ;
- au Nord, au lieu-dit « La Drugeotterie » ;
- au Nord-Est, à l'église d'Entrammes ;
- au Sud, au lieu-dit « La Babinière » ;
- au Sud-Ouest, au lieu-dit « La Pommeraie ».

Les appareils utilisés sont aptes à détecter, mesurer et enregistrer pendant toute la durée du tir, les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude comme en fréquence, en fonction du temps dans une gamme des fréquences couvrant celles du tir ainsi que la mesure de la pression acoustique de crête en dB, dans des conditions fiables et représentatives des mesures.

Au moins une fois par an, les mesures de vibrations et de pressions acoustiques sont effectuées par un organisme tiers et compétent en la matière, différent de celui qui effectue habituellement ces mesures. Les chaînes de mesures (vibrations et pressions acoustiques) sont vérifiées et contrôlées tous les ans par un organisme spécialisé, les justificatifs de leur conformité sont conservés et tenus disponibles.

ARTICLE 5.5.6 - MESURES PONCTUELLES DES INCIDENCES DES TIRS DE MINES

Dans les 12 mois qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à des mesures de vibrations et de pressions acoustiques à l'occasion de 2 tirs de mines chez les riverains qui se sont manifestés pendant l'enquête publique et, à l'égard desquels, l'exploitant a pris un engagement d'exécution de ces contrôles auprès du commissaire enquêteur.

Ces contrôles, réalisés 1 par 1 en rotation en complément d'un des points cités précédemment, se substituent aux mesures prévues au niveau des premières habitations du bourg d'Entrammes mentionnées à l'article 5.5.5. Les points de mesures sont choisis lorsqu'ils sont situés au plus près des zones d'abattages.

A l'issue de cette campagne de mesures, l'exploitant présente un compte-rendu commenté des résultats obtenus qu'il adresse à l'inspection des installations classées, au maire d'Entrammes et présente à la CLCS.

ARTICLE 5.5.7 - ENREGISTREMENTS

L'exploitant enregistre tous les éléments techniques nécessaires à la compréhension de chaque tir d'abattage, a minima, les informations suivantes :

- les données d'identification du tir (carrière, date et heure du tir...);
- plan du gisement avec position du front exploité faisant l'objet du tir et position du tir ;
- les données, contrôles et des éléments de préparation du tir, notamment les informations utilisées pour le calcul des charges d'explosifs à mettre en œuvre (étude de la morphologie des matériaux à abattre et d'implantation du tir, informations lors des forations – analyses de cutting de foration, inspections visuelles des fronts de taille, mesures au TEPEX, calculs théoriques de charge, résultat des contrôles de foration...);
- la description détaillée du tir (nombre de trous, masse totale d'explosifs, charge unitaire, nature des explosifs, mode d'amorçage, durée du tir – plan d'amorçage, plan du tir en coupe et vue de dessus, rapport de foration, résultats des contrôles d'épaisseurs des banquettes à abattre...);
- Résultats des mesures de vibrations (identification de l'appareil de mesures, localisation du point de mesure, enregistrements fournis par les appareils (vitesses particulières et les pressions acoustiques).

Les plans de tirs et les résultats des mesures sont conservés pendant la durée de l'exploitation de la carrière par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.5.8 - SUIVI DES EFFETS DES TIRS

Chaque tir de mines fait l'objet d'un compte-rendu écrit et d'une analyse des résultats de tous les analyseurs. Ces données alimentent une étude itérative sur l'optimisation des paramètres de tirs dont l'objectif est de réduire la gêne ressentie par les riverains.

ARTICLE 5.6 - PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

L'exploitant prend les dispositions d'entretien et de surveillance de la végétation afin de limiter les risques d'incendie. En particulier, des opérations de débroussaillage sont régulièrement conduites avant le début de la saison sèche.

ARTICLE 5.7 - MOYENS D'INTERVENTION ET ORGANISATION

L'exploitant dispose de moyens d'intervention proportionnés aux risques associés à la carrière et judicieusement répartis. Ils sont conservés à proximité de leurs zones d'utilisation potentielle, immédiatement disponibles, signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et contrôlés périodiquement. Leur répartition est mise à la disposition du SDIS.

Le personnel dispose de moyens d'alerte des secours et de la permanence interne de l'entreprise.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

ARTICLE 6.1 - DÉCHETS

ARTICLE 6.1.1 - ADMISSIONS DES DÉCHETS INERTES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR

Article 6.1.1.1 - Nature déchets admis

Les déchets d'origines extérieures autorisés à être réceptionnés sur la carrière sont exclusivement des déchets inertes acceptés à des fins de valorisation matière, après traitements éventuels, ou destinés à être utilisés pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction.

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter, préalablement à leur admission, les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes cité à l'article 1.5.3.

Les seuls déchets externes admissibles pour le remblayage du site sont les déchets inertes suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés dans le tableau précédent est interdit ne peut être utilisé pour le réaménagement de la carrière.

En compléments des déchets externes précités admis pour le remblayage, l'exploitant peut accueillir des déchets d'enrobés bitumineux exclusivement codifiés sous le code 17 03 02 sous réserve que cette activité porte uniquement sur du transit et que les contrôles soient complétés par des mesures systématiques des HAP, a minima à l'aide d'un détecteur à photo-ionisation (PID).

Les extractions des refus ou des erreurs de tri, identifiées dans les chargements, n'entrent pas dans les interdictions précitées.

Les principaux stocks de matériaux et de déchets inertes sont présentés en annexe 6 de cet arrêté.

Article 6.1.1.2 - Quantités maximales admises

Les quantités de déchets inertes par catégorie et par poste admis sur la carrière sont exclusivement limitées à celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation et fixées ci-après :

- déchets recyclés ou à recycler pour 100 000 t/an ;
- déchets destinés au remblaiement partiel de la fosse d'extraction pour 50 000 t/an.

Article 6.1.1.3 - Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires quant à la possibilité de les accepter en valorisation matière comme en remblaiement partiel de la fosse d'extraction. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions fixées par cette procédure peuvent être admis sur la carrière.

Cette procédure et les consignes relatives à sa mise en œuvre sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles en toutes circonstances, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule. La liste des catégories de matériaux et déchets admis est clairement affichée à l'entrée de la carrière.

En premier lieu, l'exploitant s'assure que les déchets ne remplissent aucune des caractéristiques suivantes :

- tout déchet présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobés relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- les déchets liquides dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents sauf ceux traités en vue de prévenir leur dispersion ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation d'hydrocarbures.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées à l'article 6.1.1.1 de cet arrêté, l'exploitant s'assure que ceux relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites pollués même s'ils concernent des apports ponctuels.

Concernant les opérations de remblaiement, les déchets inertes ne sont acceptés que s'ils n'ont pas été jugés recyclables à l'issue des opérations de tri préalable sur chantiers ou sur la plate-forme de recyclage de la carrière à des conditions technico-économiques et environnementales acceptables (disposition n° 20 du Schéma régional des carrières).

En cas de doute quant à la qualité ou la provenance de déchets susceptibles d'être acceptés dans la carrière, les conditions d'admission sont complétées par une caractérisation qui justifie du respect des valeurs limites fixées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Dans ce cas l'admission des déchets ne peut se faire qu'après délivrance par l'exploitant à son détenteur d'un certificat d'acceptation préalable, établi au vu des résultats de la caractérisation de base et de la vérification de la conformité à celle-ci.

Avant d'admettre un chargement ou avant le premier chargement d'une série de livraisons d'un même déchet provenant de la même origine, et afin de vérifier son admissibilité, l'exploitant dispose d'une information préalable qui recueille l'ensemble des éléments nécessaires à sa caractérisation de base tel que défini ci-après :

- l'identification du producteur, des éventuels intermédiaires et des transporteurs (nom, coordonnées, SIRET...);
- le code du déchet en référence à la liste de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la source de production et l'origine géographique du déchet ;
- la quantité de déchets ;
- la décision d'acceptation de l'exploitant ;
- les données relatives à sa composition, ses aspects (odeur, couleur, apparence physique...), éventuellement les résultats des analyses prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 en cas de doutes tels qu'évoqué précédemment.

L'exploitant dispose systématiquement de la fiche d'informations préalables avant la première admission d'un chargement, notamment en provenance d'un nouveau fournisseur. La durée de validité de cette fiche d'informations est de 1 an.

Article 6.1.1.4 - Contrôles des déchets entrants

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas directement déversés dans la fouille ou regroupés avec d'autres livraisons à valoriser. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque admission qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification préalable du respect des modalités d'admission et d'acceptation des déchets, notamment la conformité avec les données de la fiche d'informations préalables et ses annexes éventuelles ;
- un premier contrôle visuel du chargement à l'arrivée sur site avant dépotage (pont bascule) ;
- une pesée préalable ;
- une orientation appropriée (recyclage pour valorisation ou remblaiement) ;
- le déchargement sur la plate-forme d'accueil pour un second contrôle ;
- la décision d'acceptation ou de refus de la mise en remblai, accompagnée de la délivrance d'un accusé de réception ou de la notification du refus ;
- le départ du véhicule de transport des apports après l'acceptation.

Les résultats de ces vérifications sont tracés. Les déchets ne sont pas réceptionnés en dehors des heures d'ouverture et l'établissement.

L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Article 6.1.1.5 - Traçabilité et registres

Ces mouvements et les contrôles associés donnent lieu à des enregistrements.

La traçabilité des déchets admis respecte l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement et le contenu des bordereaux de suivi de déchets est conforme à l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et le registre des admissions est conservé jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

Article 6.1.1.6 - Transports des déchets

Les apports de matériaux destinés au remblaiement de la fosse d'extraction sont, dès que cela est possible, réalisés en double fret, conformément à la disposition n° 21 du schéma régional des carrières.

ARTICLE 6.1.2 - GESTION DES DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant limite sa production de déchets et respecte la hiérarchisation de leur mode de traitement. La gestion des déchets privilégie dans l'ordre la réutilisation, le recyclage avant toute valorisation même énergétique ou l'enfouissement. A cet effet, l'exploitant procède au tri sélectif systématique des déchets pour faciliter leur valorisation ou leur traitement, en particulier pour ceux qui sont associés à une filière dite REP (Responsabilité Elargie du Producteur).

L'exploitant s'interdit les dilutions ou les mélanges notamment de déchets dangereux de catégories différentes, de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui n'en sont pas.

Les filières de traitement des déchets retenues privilégient les solutions de proximité, et optimisent les chargements en volume. Les quantités entreposées, par catégorie, restent proportionnées aux capacités de gestion du site. Dès qu'un lot ou benne de déchets est complet ou que le volume est suffisant pour organiser une expédition, les déchets sont dirigés vers la filière de traitement adaptée. En aucun cas, l'exploitant ne procède à des accumulations de matières dans l'attente d'une situation économique plus favorable.

L'exploitant s'assure de la conformité des filières d'élimination de ses prestataires aux dispositions du code de l'environnement, dont les droits d'exploiter et/ou les agréments nécessaires à la gestion de certaines catégories de déchets. Une attention particulière est portée à la traçabilité des opérations d'enlèvement et de traitement et l'exploitant utilise la codification réglementaire en vigueur pour les identifier.

Les déchets dangereux sont entreposés sous abri ou dans des contenants étanches... fermés résistants aux chocs.

ARTICLE 6.1.3 - DÉCHETS D'EXTRACTION

Les déchets d'extraction : stériles de découvertes et d'exploitation, boues de lavage des matériaux, terre végétale..., inertes (au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 et à la circulaire du 22 août 2011, susvisés) sont préférentiellement replacés dans l'excavation à des fins de remise en état ou utilisés en construction des ouvrages de la carrière (pistes, voies de circulation...), conformément aux dispositions de l'article 4.4.9 de cet arrêté.

ARTICLE 6.1.4 - PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

L'exploitant établit, avant le début de l'exploitation de l'extension, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière qui contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui sont stockés durant la période d'exploitation ;
- (si nécessaire), le cas échéant, le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- (si nécessaire), la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;

- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les **5 ans** et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

ARTICLE 6.2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 6.2.1 - MESURES DE LIMITATION DE LA DISPERSION DES POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour prévenir l'émission et la propagation des poussières dans l'environnement, notamment dans les zones d'habitations environnantes, et cela même en période d'inactivité.

A cet effet, les pistes, les aires de circulation, les zones de stockage, de reprise et d'expédition des granulats sont aménagées (forme, pente, revêtement...) et entretenues en permanence. Au besoin, elles sont arrosées. Si nécessaire, les opérations de traitements des matériaux (broyage, concassage, transferts...) et les jetées et descentes disposent de moyens de prévention de dispersion de poussières (rabattement, capotage, dispositifs d'abattage...).

La conception et la fréquence d'entretien des installations évitent les accumulations de poussières sur leurs structures et dans les alentours. Tout capotage ou élément de bardage défectueux est immédiatement remplacé.

Les surfaces où cela est possible sont enherbées et des écrans de végétation sont mis en place.

En outre, les mesures suivantes sont déployées :

- les installations de chargement et de déchargement sont protégées des vents dominants. Au besoin, les stockages de granulats au sol sont stabilisés ;
- la végétalisation des merlons périphériques est développée et entretenue ;
- les hauteurs des stocks sont limitées à 10 m ;
- la hauteur de déversement des matériaux est limitée à 2 m ;
- le matériel de foration est équipé de dispositifs de récupération des poussières ;
- les zones de circulation des camions sont distinctes de celles des engins de la carrière ;
- la vitesse des camions et des engins sur pistes non revêtues est limitée à 30 km/h ;
- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins sont aménagées, entretenues et convenablement nettoyées ;
- la voie de circulation entre le raccordement au réseau routier et le poste d'accueil de la carrière est enrobée, ce qui limite les entraînements de poussières et de boues sur la voie publique, au besoin, les roues des véhicules quittant sont lavées ;
- les chargements des véhicules au départ de la carrière sont stabilisés, le cas échéant, bâchés et aspergés avant leur sortie pour éviter les pertes de matériaux et les dépôts (boues, poussières, eaux, granulats, gravillons) sur les voies publiques ;

- les chaussées publiques impactées par la circulation des camions quittant la carrière sont nettoyés aussi fréquemment que nécessaire.

D'autres mesures spécifiques aux conditions de la poursuite de l'exploitation entreront progressivement en vigueur au fur et à mesure de l'approfondissement, dont :

- l'implantation du traitement primaire dans la fosse à la cote - 30 NGF ;
- le transfert des matériaux par bandes transporteuses, si nécessaire capotées, entre les postes de traitements primaire et secondaire.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie et, le cas échéant, d'élimination des emballages d'explosifs. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité comme en quantité et des mesures de prévention de propagation sont prises (distances de sécurité...).

La carrière ne dispose d'aucun rejet canalisé.

Les véhicules font l'objet d'un entretien périodique que l'exploitant est en mesure de justifier.

ARTICLE 6.2.2 - RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

L'exploitant met en place un plan de surveillance qui décrit les zones d'émissions de poussières, leur importance respective et les conditions météorologiques et topographiques sur le site. Le choix de la localisation des stations de mesures ainsi que leur nombre sont déterminés en fonction de la sensibilité de l'environnement et des conditions météorologiques locales saisonnières.

Le plan de surveillance comprend :

- 1 stations de mesures témoin situées en des lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- 3 stations positionnées à proximité immédiate des habitations les plus exposées, le cas échéant, des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) sous les vents dominants (b) ;
- 2 stations implantées en limites du périmètre autorisé sous les vents dominants (c).

Ce réseau de surveillance est réévalué périodiquement et, le cas échéant, mis à jour.

Ces dispositions ne font pas obstacles au code du travail qui s'applique en toutes circonstances.

L'implantation des stations de mesures des retombées de poussières est présentée en annexe 7 de cet arrêté.

ARTICLE 6.2.3 - SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014 (2017). Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les 3 mois. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui est alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.2.5 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Toutes les campagnes de mesures sont réalisées pendant le fonctionnement des installations de traitement des matériaux (primaire, secondaire et tertiaire). Au moins une campagne sur deux est effectuée avec la plate-forme de recyclage des déchets inertes du BTP en fonctionnement.

Au moins une campagne est réalisée pendant la période sèche.

Si, à l'issue de 8 campagnes consécutives, les résultats de mesures sont inférieurs à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la

valeur de 500 mg/m²/jour, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6.2.4 - SUIVI DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. Pour ce faire, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, l'enregistrement des conditions météorologiques d'une station implantée sur le site peut être remplacé par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues d'une station météo représentative située à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. La représentativité des données corrigées obtenues doit être vérifiée par comparaison à des données issues de l'implantation temporaire d'une station de mesure sur le site.

ARTICLE 6.2.5 - BILAN ANNUEL DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées qu'il commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, de la valeur cible, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques, du niveau d'activité du site et de l'évolution de l'installation comme de l'environnement de la carrière.

Le cas échéant, l'exploitant propose des évolutions du plan de surveillance.

ARTICLE 6.2.6 - CAMPAGNE DE MESURES DES FRACTIONS PM 10

L'exploitant effectue un prélèvement annuel des poussières PMI 10, à l'aide de CIP 10, au niveau de 2 habitations sous les vents dominants, en période favorable aux envols et représentative du niveau d'activité maximal du site. L'exploitant tient les conditions de mesures et les résultats d'analyses à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 6.3.1 - COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de la carrière est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'art. L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Mayenne (SAGE).

ARTICLE 6.3.2 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Aucun prélèvement (forage ou eaux de surfaces) n'est effectué en dehors des eaux sanitaires sur le réseau d'adduction public pour les besoins des personnels et des exhaures captées par la fosse d'extraction pour les besoins de la carrière.

Les points de prélèvement, dont les eaux potables comme les eaux d'exhaure et de ruissellement en fond de fouille, ainsi que tous les postes de consommation et d'utilisation d'eaux (arrosages des pistes, abattage des poussières, lavage des matériaux, centrale à béton, lavage des véhicules...) disposent de compteurs totalisateurs des quantités prélevées ou utilisées. Ces dispositifs sont relevés a minima selon une fréquence mensuelle. Ces résultats sont enregistrés.

Les besoins des personnels (sanitaires, vestiaires et cantines) sont satisfaits par le réseau d'adduction d'eau potable qui est protégé contre les risques de contamination par un système de disconnexion.

Les autres postes de consommation sont couverts par les eaux collectées dans la fosse d'extraction, dont :

- la maîtrise des envols de poussières émises par les installations de traitements et la circulation des véhicules et engins (arrosage des installations, pistes et voies d'accès... ;
- les appoints d'eaux du circuit de lavage des matériaux extraits (10 000 m³/an) ;
- les appoints des besoins de la centrale à béton (2 000 m³/an) ;
- les besoins éventuels en eaux d'incendie.

La conception et l'exploitation des installations limitent les consommations d'eau, notamment, les installations de lavage des matériaux et la centrale à béton qui ne font l'objet que d'appoints.

ARTICLE 6.3.3 - BILAN HYDRIQUE

L'exploitant réalise un suivi des précipitations et établit chaque année un bilan hydrique visant à évaluer les volumes d'exhaures apportés par les écoulements souterrains et les eaux météoriques captées par la fosse d'extraction.

ARTICLE 6.3.4 - SÉCHERESSE

L'exploitant vérifie périodiquement l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées, à son exploitation. A cet effet, il tient à jour les éléments de gestion des eaux de la carrière, dont :

- le plan détaillé des circuits d'eaux qui identifie et localise les différents équipements (bassins, points de pompage, dispositifs de traitement, aires de collecte spécifique, fossés, points de rejet, dispositifs de confinement, vannes d'isolement... ;
- la liste des milieux de prélèvement et de rejet ;
- les volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées ;
- le volume de référence mentionné au II de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;
- le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement ;
- les informations et procédures de sensibilisation des personnes, y compris des intervenants extérieurs, aux règles de bon usage et d'économie d'eau ;
- les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau, en référence au 1^{er} janvier 2018 ;
- la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Le cas échéant, il prépare un plan de gestion lui permettant d'anticiper et de gérer une situation de sécheresse dans les meilleures conditions possibles.

ARTICLE 6.3.5 - GESTION ET TRAITEMENTS DES EAUX

L'efficacité des outils de gestion et de traitement des eaux (séparateurs d'hydrocarbures, bassins de décantation...) est évaluée périodiquement notamment à l'occasion d'évolutions des conditions d'exploitation en référence à leur dimensionnement initial et au minimum tous les **5 ans**.

Article 6.3.5.1 - Eaux de ruissellement extérieures

Des aménagements sont réalisés pour que les eaux pluviales des terrains situés en dehors du chantier d'exploitation et de stockage des matériaux ne s'écoulent pas vers l'intérieur de ces zones et que les eaux météoriques de la carrière soient traitées et contrôlées avant d'être évacuées. Au besoin, un réseau de dérivation des eaux pluviales est mis en place en périphérie de la carrière.

Article 6.3.5.2 - Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont traitées par deux dispositifs d'assainissement individuels régulièrement contrôlés par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de Laval-Agglomération.

Article 6.3.5.3 - Eaux de lavage des matériaux

Les circuits des eaux utilisées pour les lavages des matériaux extraits et pour la centrale à béton, dont le lavage des sables et la fabrication de bétons, fonctionnent en circuit fermé et ne procèdent à aucun rejet dans le réseau de collecte de la carrière.

Article 6.3.5.4 - Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets inertes

Les eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne doivent pas dégrader la qualité des eaux superficielles et les eaux souterraines.

L'exploitant met en place un fossé en pied de remblai afin de recueillir les eaux de ruissellement de la zone de remblai. Les eaux ainsi recueillies s'écoulent vers un point de prélèvement en sur-profondeur avant d'être dirigées en fond d'excavation et de rejoindre les eaux d'exhaure.

Les eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne doivent pas générer de détérioration de la qualité des eaux.

Article 6.3.5.5 - Eaux du plateau technique

Le plateau technique, qui regroupe l'atelier de maintenance, la station de lavage des véhicules et différents postes de ravitaillement en carburants des véhicules et des engins de la carrière, est installé sur une plate-forme. Les égouttures et les eaux de ressuyage en contact avec sa surface sont récupérées par un réseau séparatif et traitées dans un bassin de décantation muni d'une vanne manuelle d'isolement et d'un séparateur d'hydrocarbures équipé de son propre dispositif à fermeture automatique en présence d'hydrocarbures en grande quantité. Les effluents traités rejoignent le réseau de gestion des eaux d'exhaures de la carrière.

Les fonctions de lavage des véhicules n'utilisent pas d'agent lessiviel.

Article 6.3.5.6 - Eaux d'exhaures

Les eaux susceptibles de contenir des matières minérales en suspension, sont collectées et envoyées, pour traitement, dans un réseau de bassins de décantation raccordés en série. Ainsi, les eaux d'exhaures, qui regroupent les drainages des eaux souterraines et les eaux de ruissellement des zones d'extraction, des stockages Nord et de la zone d'accueil, sont dirigées gravitairement vers le fond de fouille pour y être pompées afin de maintenir l'exploitation à sec. Elles sont envoyées dans le bassin n° 1 qui récupère également les écoulements de la plate-forme de recyclage des matériaux de construction. Ces eaux auxquelles s'ajoutent les ruissellements de la zone garage sont envoyées dans le bassin n° 2 dont la sortie rejoint un fossé et le bassin n° 3, qui collecte également les ruissellements de la plate-forme des matériaux extraits.

Ce dernier bassin, constitué de 3 bacs en série, a une fonction de décantation finale des effluents avant rejet dans la Jouanne. Le fossé de collecte des effluents dispose d'une vanne by-pass capable d'isoler le bassin n° 3 et d'envoyer les effluents vers un canal équipé d'un siphon capable de contenir une pollution par les hydrocarbures, avant d'atteindre l'exutoire de la carrière.

Les bassins et ouvrages sont étanches, accessibles et curables et leur état d'encrassement est périodiquement contrôlé et donne lieu à des entretiens aussi fréquents que nécessaires afin de conserver leur capacité nominale de traitement. La fréquence de curage et d'entretien est, a minima, annuelle pour le séparateur d'hydrocarbures, y compris les dispositifs de filtration et d'obturation qui sont vérifiés à ces occasions, et tous les deux ans pour les bassins de décantation.

Aucun floculant n'est utilisé pour faciliter ou accélérer la décantation naturelle des fines collectées, notamment pour pallier le sous-dimensionnement du dispositif de décantation.

La gestion des eaux intérieures à la carrière fait l'objet d'aménagements qui limitent les écoulements sur les voies de circulation internes.

Les ouvrages et les réseaux sont correctement dimensionnés pour assurer la récupération, le traitement et l'évacuation de la totalité des apports collectés (exhaures, ruissellements, déversements...) dans les conditions et le respect des valeurs limites prescrites par cet arrêté. L'exploitant dispose des éléments qui justifient la pertinence du dimensionnement de ses dispositifs de traitement : séparateur d'hydrocarbures comme bassins de décantation (surface, hauteur de la lame d'eau, vitesse de décantation des fines...) en fonction des caractéristiques des matières entraînées et des paramètres de rejet fixés (débit, objectif de qualité des milieux naturels...). Leur adaptation à leurs fonctions respectives et leur dimensionnement sont vérifiés périodiquement et, le cas échéant, adaptés pour tenir compte de l'avancement du chantier et de l'évolution des conditions de son exécution.

Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits tout comme l'épandage de boues, déchets, effluents et autres sous-produits. Les résidus d'entretien du séparateur d'hydrocarbures et de leurs réseaux sont éliminés en tant que déchets.

Le schéma de gestion des eaux est présenté en annexe 8 de cet arrêté.

ARTICLE 6.3.6 - CONDITIONS DE REJETS

Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions de cet arrêté est interdit. Tout rejet dans la nappe souterraine, un puits ou un puisard est interdit.

Article 6.3.6.1 - Maîtrise des débits de restitution au milieu naturel

Le débit de rejet à la Jouanne correspondant au débit décennal du bassin versant du site avant exploitation (terrain naturel) sur la base d'un débit de 3 l/s/ha (valeur du SDAGE). Pour cela, les débits de fuite de chaque bassin de décantation sont limités aux valeurs maximales fixées dans le tableau suivant :

Ouvrages	Zones et superficies drainées	Autres eaux collectées	Volume	Débit de fuite
Fond de fouille	Exhaures (drainages des eaux souterraines et des eaux de ruissellement des zones d'extraction) – 30 ha	Ruissellements des stockages Nord et zone d'accueil	Capacité de stockage assurée par le fond de fouille	28 l/s (limite de pompage des exhaures 100 m³/h)(*) Ref page 149 Tome 3
Bassin n° 1	Plate-forme de recyclage des matériaux de construction – 3,6 ha	Fond de fouille	710 m³	10 l/s
Bassin n° 2	Zone garage – 1 ha	Débit de fuite bassin n° 1	390 m³	3 l/s
Bassin n° 3	Plate-forme de recyclage des matériaux extraits – 5,4 ha	Débit de fuite bassin n° 2	1 050 m³	16,2 l/s

* débit de fuite limité par les pompes d'exhaure

Ainsi, la régulation des rejets vis-à-vis du réseau hydrographique respecte les valeurs ci-après afin de préserver les intérêts du milieu à protéger (aspect quantitatif).

Caractéristiques du rejet	Caractéristiques
Débit moyen sur 24 heures	< 540 m³/h
Volume maximal rejeté	350 000 m³/an

Article 6.3.6.2 - Caractéristiques des effluents

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets de la carrière avec les objectifs de qualité physico-chimique assignés à la Jouanne (aspects qualitatif). Pour cela, la qualité des eaux, après traitements, respectent les valeurs limites définies ci-après :

Caractéristiques du rejet	Caractéristiques
pH	6,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange	< 100 mg Pt/l
Matières En Suspension Totales – MEST	< 15 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO) sur effluent non décanté	<30 mg/l
Hydrocarbures Totaux (HCT)	< 5 mg/l
Chrome total	< 100 µg/l
Chrome VI	< 50 µg/l

- Les échantillons sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Les valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur une durée de 24 heures

Article 6.3.6.3 - Point de rejet

La carrière dispose d'un exutoire unique dans la Jouanne (coordonnées en Lambert II étendu, X= 371,05 km et Y = 2337,07 km) qui évacue l'intégralité des eaux rejetées (exhaures et ruissellements) dans le milieu naturel provenant du dernier bac de décantation du bassin n° 3.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit en continu et d'un emplacement adapté à la mise en place d'un dispositif automatique de prélèvement des échantillons asservi au débit. Cet équipement est positionné en sortie des ouvrages de régulation et de traitement, dans une zone représentative des écoulements pour permettre l'exécution de mesures et de prélèvements représentatifs des rejets. Il est aisément accessible.

L'exploitant fait réaliser selon une fréquence **trimestrielle**, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

ARTICLE 6.3.7 - SURVEILLANCE DE LA JOUANNE ET DES CONSÉQUENCES DES VOLUMES D'EAUX REJETÉES

La qualité des eaux de la Jouanne est contrôlée selon une fréquence **semestrielle** en amont et en aval du point de rejet selon les paramètres pH, conductivité, MEST, DCO, HCT et couleur, en amont en un point non susceptible d'être perturbé par le rejet et en aval dans la zone de dilution du rejet la plus proche de l'émissaire.

L'exploitant procède à une analyse quantitative des volumes rejetés dans la Jouanne en fonction des périodes afin déterminer si les volumes restitués peuvent avoir une fonction de soutien à l'étiage pendant les périodes sèches et d'évaluer les éventuelles nécessités de limiter les volumes rejetés pour éviter le lessivage des milieux et des habitats abrités par le cours d'eau.

ARTICLE 6.3.8 - EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant assure un suivi de l'incidence quantitative de son exploitation sur les eaux souterraines, notamment de l'évolution du niveau de la nappe situé à la cote 54,8 m NGF. Pour cela, il dispose d'un piézomètre positionné en amont du sens d'écoulement de la nappe et de 2 puits des lieux-dits « La Pommeraie » et « La Babinière ».

L'exploitant procède à un suivi analytique semestriel de la qualité des eaux souterraines selon les paramètres suivants : Potentiel hydrogène (pH), Température (T°), Conductivité, Matières en suspension (MEST), Hydrocarbures totaux (HCT) et Demande Chimique en Oxygène (DCO) et des polluants suivis dans le pack ISDI (arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, selenium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, fraction soluble, BTEX, PCB, HAP).

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont

conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Au fil de l'approfondissement, l'exploitant complète son réseau de suivi des eaux souterraines par des ouvrages dont la profondeur de prélèvement correspond au niveau bas futur de la carrière.

ARTICLE 6.3.9 - SYNTHÈSE DE LA SURVEILLANCE DES REJETS

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

Nature des rejets	Paramètres recherchés	Fréquences de surveillance
Prélèvements et consommations	Volumes d'eaux par poste de prélèvements et de consommations	Mensuelle
Bilan hydrique	Volumes des exhaures et des eaux météoriques	Annuelle
Qualité des rejets – Point de rejet à La Jouanne	Débit	continu
Qualité des rejets – Point de rejet à La Jouanne	pH, Couleur, MEST, DCO, HCT, Cr total et CrVI	Trimestrielle
Qualité des eaux de ruissellement des remblais de déchets inertes	pH, Conductivité, MEST, DCO, HCT et des polluants suivis dans le pack ISDI (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT, fraction soluble, BTEX, PCB, HAP	Semestrielle
Séparateur hydrocarbures	HCT	Annuelle
Qualité des eaux de la Jouanne en amont et en aval en période de hautes et de basses eaux	pH, Couleur, MEST, DCO et HCT	Semestrielle
Eaux souterraines	pH, Conductivité, MEST, DCO, HCT et des polluants suivis dans le pack ISDI (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT, fraction soluble, BTEX, PCB, HAP	Semestrielle

ARTICLE 6.3.10 - IMPACT SUR LA RESSOURCE EN EAU

En cas d'assèchement de puits ou de forages, résultant de l'exploitation de la carrière, l'exploitant s'engage à mettre en place les moyens qui permettent à l'utilisateur de retrouver la même qualité de service qu'avant l'exploitation.

ARTICLE 6.4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

ARTICLE 6.4.1 - LIMITATIONS DES ÉMISSIONS SONORES

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour la tranquillité de celui-ci.

A cet effet, les aménagements d'intégration paysagère et les modalités d'exploitation contribuent à la maîtrise des émissions sonores de la carrière. Elles sont complétées des dispositions suivantes : (non exhaustive) :

- l'exploitation de la fosse d'extraction par approfondissement jusqu'à la cote finale - 105 m NGF ;
- les installations de traitement primaire sont installées à la cote - 30 m NGF ;
- l'utilisation de convoyeurs à bandes pour l'acheminement des matériaux primaires vers les installations de traitement secondaires ;

- pour la modernisation des outils industriels, la composante « bruit » intervient dans le choix des équipements et leur implantation est privilégiée dans des espaces cloisonnés et, le cas échéant, phoniquement isolés pour les unités les plus bruyantes ;
- l'entretien préventif et régulier des équipements et des engins ;
- l'entretien régulier des pistes ;
- pour la circulation des véhicules, la limitation de la vitesse des véhicules en circulation ;
- les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, circulant à l'intérieur du site, sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur homologation ;
- les avertisseurs de recul des engins de chantier et des camions sont à bruit blanc de type « cri du lynx ».

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf ceux prévus par le code du travail ou ceux utilisés pour le signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.4.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.4.2.1 - Valeurs limites d'émergences

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergences réglementées.

Niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergences admissibles pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergences admissibles pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.4.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous :

Périodes et Niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du périmètre autorisé de la carrière dont les extractions, les traitements et les convoyages des matériaux, les tirs de mines, le tri-transit des matériaux et déchets inertes extérieurs à la carrière ainsi que la circulation des véhicules et des engins.

Si nécessaires, les installations de traitement des matériaux sont bardées.

La durée d'apparition d'un bruit particulier, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.

ARTICLE 6.4.3 - CONTRÔLE DE LA SITUATION SONORE

Toute évaluation de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences) s'effectue à partir des points retenus dans l'étude d'impact pendant une période d'activités représentative des émissions de l'établissement en fonctionnement normal.

Les émergences sont systématiquement mesurées chez les tiers désignés dans l'étude d'impact ou les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité

justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores établis en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

L'exploitant rapproche et commente les résultats des mesures obtenus avec les valeurs attendues dans son dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises en période de jour, il propose des mesures correctives en précisant les délais de leur mise en service. En cas de dépassement des valeurs limites en périodes nocturnes, le chantier est arrêté pendant ces périodes jusqu'à la mise en place des solutions techniques permettant de les respecter.

La signature sonore (niveaux en limite de propriété et émergences) est évaluée tous les ans à compter de la notification du présent arrêté, dont la première campagne est réalisée dans les 3 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 6.5 - VIBRATIONS AUTRES QUE CELLES DES TIRS DE MINES

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ou pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86-23 du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 6.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

Les éclairages des extérieurs sont dirigés du haut vers le bas et sont disposés de manière à ne pas créer de nuisance ou de gêne pour les habitations proches et la circulation routière et la biodiversité, notamment en adaptant l'intensité et la direction des faisceaux lumineux.

TITRE 7 - FIN D'EXPLOITATION – MISE EN SÉCURITÉ ET RÉAMÉNAGEMENT DU SITE

Les travaux de remise en état et de réaménagement doivent être achevés au plus tard à l'expiration de l'échéance de l'autorisation de la carrière, sauf dans le cas d'un renouvellement de l'autorisation d'exploiter. A noter que les aspects indépendants des interventions du carrier comme la croissance de la végétation ou la remontée des exhaures dans la fosse d'extraction ne sont pas concernés par cette échéance.

ARTICLE 7.1 - MISE EN SÉCURITÉ DU SITE

La remise en état du site comprend une étape préalable de mise en sécurité, à exécuter dès la mise à l'arrêt de la carrière, qui permet d'acter la cessation d'activités. Elle donne lieu à l'établissement des attestations par des bureaux d'études, telles que décrites à l'article 1.4.5. Les mesures de mise en sécurité du site ont pour objectifs de :

- évacuer ou éliminer les produits dangereux, ainsi que les déchets présents sur le site ;
- interdire ou limiter les accès au site ;
- supprimer les risques d'incendie et d'explosion ;
- surveiller les effets de l'installation sur son environnement.

Elles comprennent, a minima, les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille visant à assurer leur stabilité, notamment par la purge des fronts rocheux et l'élimination des surplombs. Elle est vérifiée par un contrôle des instabilités rocheuses, réalisée par une société spécialisée et indépendante ;
- le maintien des banquettes ;
- la sécurisation des accès aux fronts ;
- le maintien des merlons périphériques de protection, en particulier ceux disposés autour de l'excavation ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, infrastructures ou équipements (dispositifs de surveillance des eaux, têtes de piézomètres, aire étanche, déshuileur, pompes, cuves, plates-formes bétonnées...) n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'évacuation des stocks de produits finis.

ARTICLE 7.2 - RÉAMÉNAGEMENTS PRINCIPAUX

Le réaménagement est conduit indépendamment de la mise en sécurité. Il consiste, pour cette carrière, à reconstituer des milieux propices à des usages agricoles en partie Sud de l'excavation et une vocation naturelle et paysagère en partie Nord. L'excavation sera réaménagée en plan d'eau et en espaces naturels. La projection des milieux réaménagés est présentée en annexe 4 de cet arrêté.

A partir de la phase 3 d'exploitation, l'exploitant procède au remblaiement progressif et partiel de la partie Est de la fosse d'extraction avec des stériles de la carrière actuellement entreposés en périphérie dans l'attente de son réaménagement, des déchets et matériaux inertes d'origines extérieures qui ont répondu aux règles d'admission fixées à l'article 6.1 de cet arrêté provenant de chantiers à hauteur de 50 000 t/an ainsi que les fractions non valorisables des déchets du BTP traités sur la plate-forme de valorisation exploitée sur la carrière.

Ces aménagements comprennent la **création d'une plateforme minérale** et la couverture partielle des fronts de taille. Cette dernière est réalisée dans le respect des mesures de prévention visant à garantir la stabilité des terrains notamment la réduction des risques de glissements des déchets inertes dans la fosse, en respectant notamment les caractéristiques suivantes :

- remblaiement de la fosse de bas en haut ;
- matériaux placés en appui sur les anciens fronts de taille, organisés en strates, susceptibles de comprendre jusqu'à 8 strates de 15 m ;
- au sein de chaque strate, le remplissage est réalisé par couches successives de 5 m de hauteur soit 3 couches par paliers exploités ;
- bon écoulement des eaux avec maintien de la qualité du sol et de la circulation des eaux superficielles pour limiter le ravinement (merlons...) ;
- protection des pieds de talus au niveau des zones de battement d'eau par la mise en place de matériaux rocheux (brut d'abattage) ;
- aménagement d'une risberme de 5 m de large entre chaque strate ;
- pente globale du dispositif à 35° sur l'horizontale.

Les secteurs susceptibles de faire l'objet de mouvements de terrains ou de chutes disposent de protections physiques, sont signalés et sous consignes particulières.

Le principe de cette construction est donné en annexe 9 de cet arrêté.

Les fronts de taille sont végétalisés avec le remblaiement partiel de l'excavation.

Au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation d'exploiter, le pompage des exhaures est interrompu afin de créer un **plan d'eau d'environ 18 ha** en partie Ouest de la fosse jusqu'à la cote maximale de + 40 m NGF environ qui sera par la suite maintenue par la création d'une surverse à la Jouanne.

Les abords du plan d'eau sont aménagés pour favoriser la mise en place d'habitats naturels, végétations aquatiques notamment, par des pentes douces.

Les fronts supérieurs de l'excavation sont conservés hors d'eau sur une hauteur de 30 m en partie Sud afin de maintenir l'habitat identifié du Faucon pèlerin.

ARTICLE 7.3 - RESTITUTION DES AUTRES PARCELLES

Les autres parcelles font l'objet des réaffectations suivantes :

- retour à une vocation agricole des terrains au Sud de l'excavation, comprenant la zone de traitement et de stockage des matériaux extraits, la plate-forme de recyclage, la centrale à bétons en plateforme minérale et le régalage des merlons Sud, d'une surface de 11 ha ;
- la création d'une « zone verte » (espaces enherbés et prairiaux) sur les terrains au Nord de l'excavation (6 ha) entre l'excavation et la RN 162 par régalage de la plateforme de remblais de déchets inertes avec de la terre végétale ;
- la conservation de tous les aménagements à vocation naturelle ou paysagère créés pendant les phases d'exploitation, notamment à titre de mesures compensatoires d'impacts sur les milieux naturels et la faune (mares de compensation...) ;
- la conservation de certains merlons, haies et fourrés arbustifs disposés autour de l'excavation, le long de la RN 162, le long de la voie d'accès et au Sud-Ouest à des fins de maintien de la sécurité du site et d'intégration paysagère ;
- le maintien de la clôture autour de l'ancienne excavation.

Ces opérations sont conduites de façon à ne pas dégrader les espèces et milieux présentant des potentialités biologiques. Le piézomètre de surveillance des eaux souterraines est comblé conformément aux règles de l'art.

ARTICLE 7.4 - COMPTES-RENDUS

La notification de la mise à l'arrêt de la carrière est accompagnée d'un dossier présentant les modalités de remise en état et de réaménagement ainsi que des justificatifs de réalisations des objectifs et travaux fixés.

TITRE 8 - CALENDRIER DES CONTRÔLES DE SURVEILLANCE ET DES COMPTES-RENDUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Le récapitulatif suivant précise les modalités de mise à disposition des documents, comptes-rendus, rapports de contrôles et de surveillance à transmettre ou à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.

Articles	Objets	Périodicité et délais de transmission
Art. 1.3	Attestation de constitution, d'actualisation ou de renouvellement des garanties financières	Dès la notification de l'arrêté et échéances
Art. 1.4.2	Modifications du champ de l'autorisation	Avant réalisation
Art. 1.4.3	Changement d'exploitant	Préalable au changement
Art. 1.4.5	Cessation d'activités	Avant échéance
Art. 2.3	Bilan GES et efficacité énergétique	Avec rapport annuel
Art. 2.5	Déclaration d'accident ou d'incident	15 jours suivants l'évènement
Art. 2.7	Plans d'exploitation	Rapport annuel
Art. 2.8.2	Rapport annuel d'activités	31/03 de l'année n+1
Art. 2.8.3	Déclaration GERE	31/03 de l'année n+1Déclaration annuelle
Art. 2.8.4	Mise en application de l'arrêté	12 mois suivant notification de l'arrêté
Art. 2.8.5	Compte-rendu réunion CLCS	A l'issue de la réunion de la CLCS
Art. 3.4	Suivi des mesures ERCAS	Selon l'échéancier fixé pour les espèces
Art. 3.5	Mise à disposition des mesures compensatoires et des données de biodiversité	Selon échéancier prévu
Art. 5.4.5	Contrôle des fronts avant début de nouvelle phase d'exploitation et mise à jour de l'étude de stabilité	5 ans / 10 ans
Art. 5.5.5	Comptes-rendus des tirs de mines	Rapport annuel sauf incident
Art. 5.5.6	Surveillance ponctuelle des incidences des tirs de mines	Rapport annuel sauf écart à signaler sans délai
Art. 5.5.8	Suivi des effets des tirs	Tenu à jour
Art. 6.1.1.5	Registres et plan de localisation des remblais	Tenu à jour
Art. 6.1.4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tenu à jour
Art. 6.2.5	Bilan annuel de surveillance des retombées de poussières	Rapport annuel sauf écart à signaler sans délai
Art. 6.2.6	Campagne de mesures des fractions PM 2,5 et PM 10	Rapport annuel sauf écart à signaler sans délai
Art. 6.3.9	Synthèse de la surveillance des rejets aqueux	Rapport annuel sauf anomalie à signaler sans délai
Art. 6.4.3	Surveillance des émissions sonores	Rapport annuel sauf écart à signaler sans délai
Art. 7.4	Compte-rendu de remise en état de la carrière	En fin d'exploitation

TITRE 9 - DIFFUSION – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 - FRAIS

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9.2 - DIFFUSION ET TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Le présent arrêté est notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Une copie du présent arrêté est adressée à la mairie d'Entrammes pour y être consultée. Un exemplaire sera affiché à la mairie d'Entrammes pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Mayenne, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisation>

ARTICLE 9.3 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes d'Entrammes, Forcé, L'Huisserie, Maisonnelles-du-Maine, Nuillé-sur-Vicoin, Parné-sur-Roc et Origné.



Marie-Aimée GASPARI

Voies et délais de recours page suivante

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux [articles L. 181-12](#), [L. 181-14](#), [L. 181-15](#) et [L. 181-15-1](#), l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

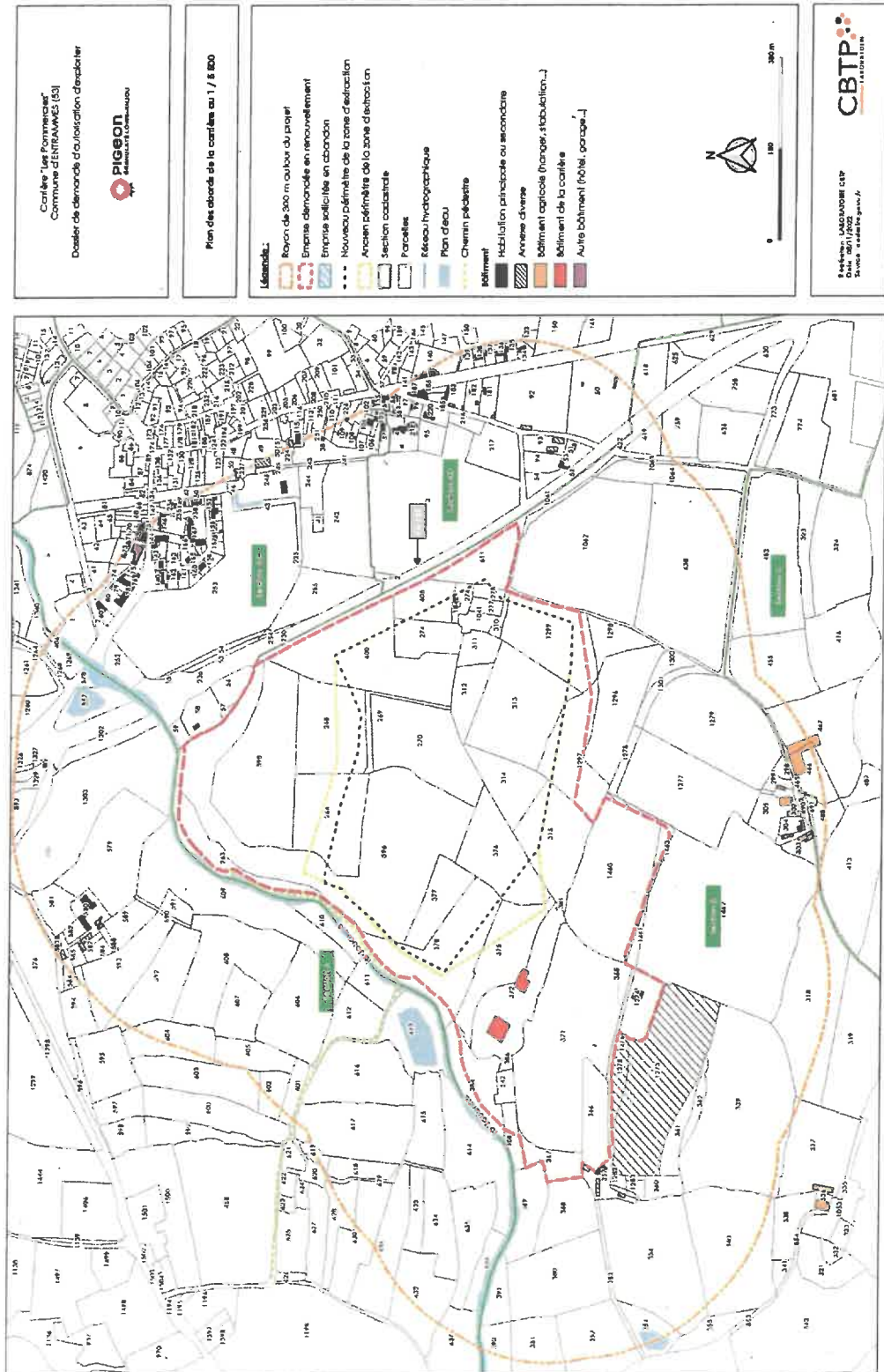
La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ANNEXES

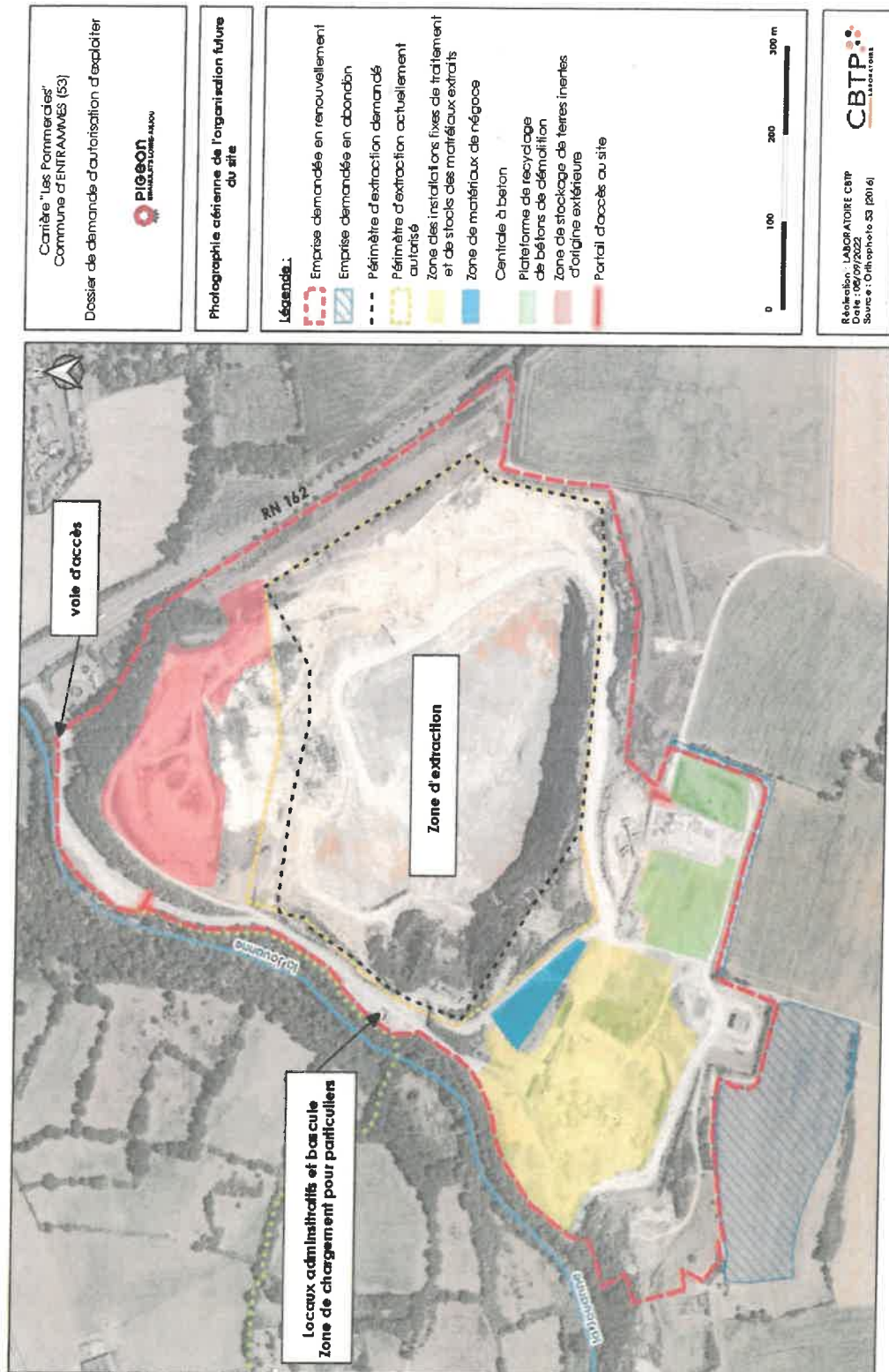
Annexe 1 – Plan des abords de la carrière, parcellaire et périmètres d'exploitation et d'extraction

ANNEXE 1 - PLAN DES ABORDS DE LA CARRIÈRE, PARCELLAIRE ET PÉRIMÈTRES D'EXPLOITATION ET D'EXTRACTION



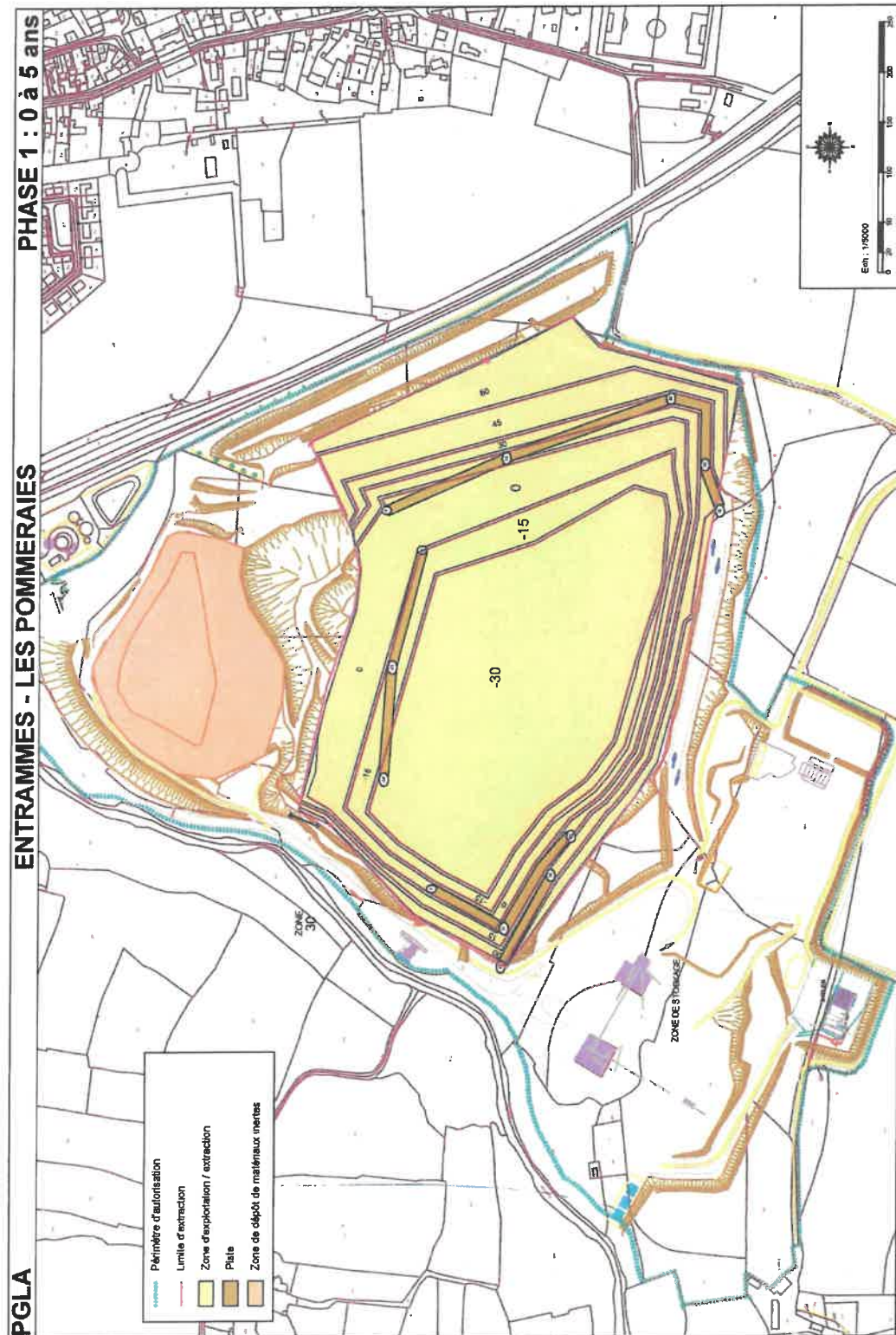
ANNEXE 2 – ZONAGE DES SECTEURS DE LA CARRIÈRES

Annexe 2 – Zonage des secteurs de la carrière

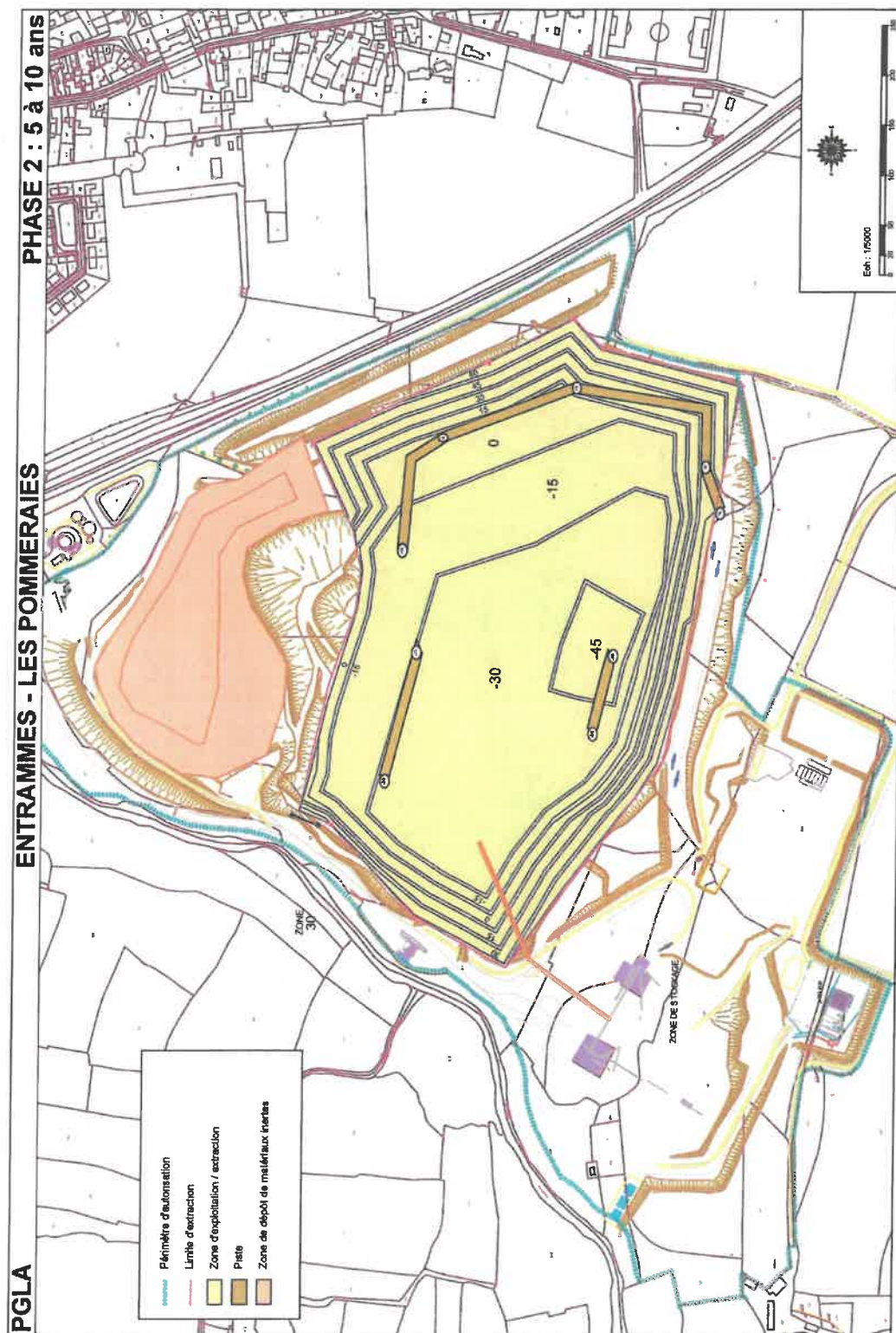


ANNEXE 3 – PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION

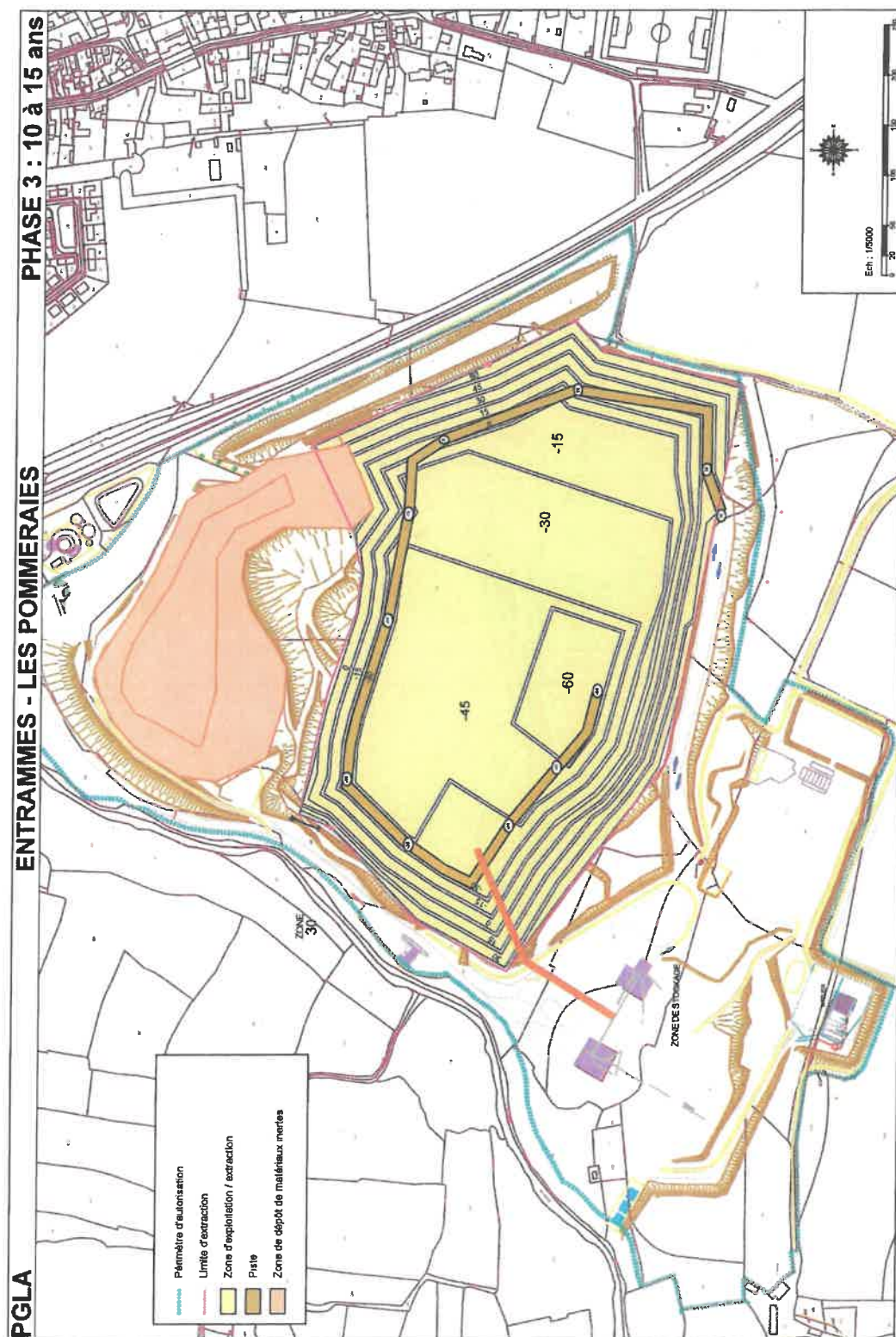
Phase 1 : 0 à 5 ans



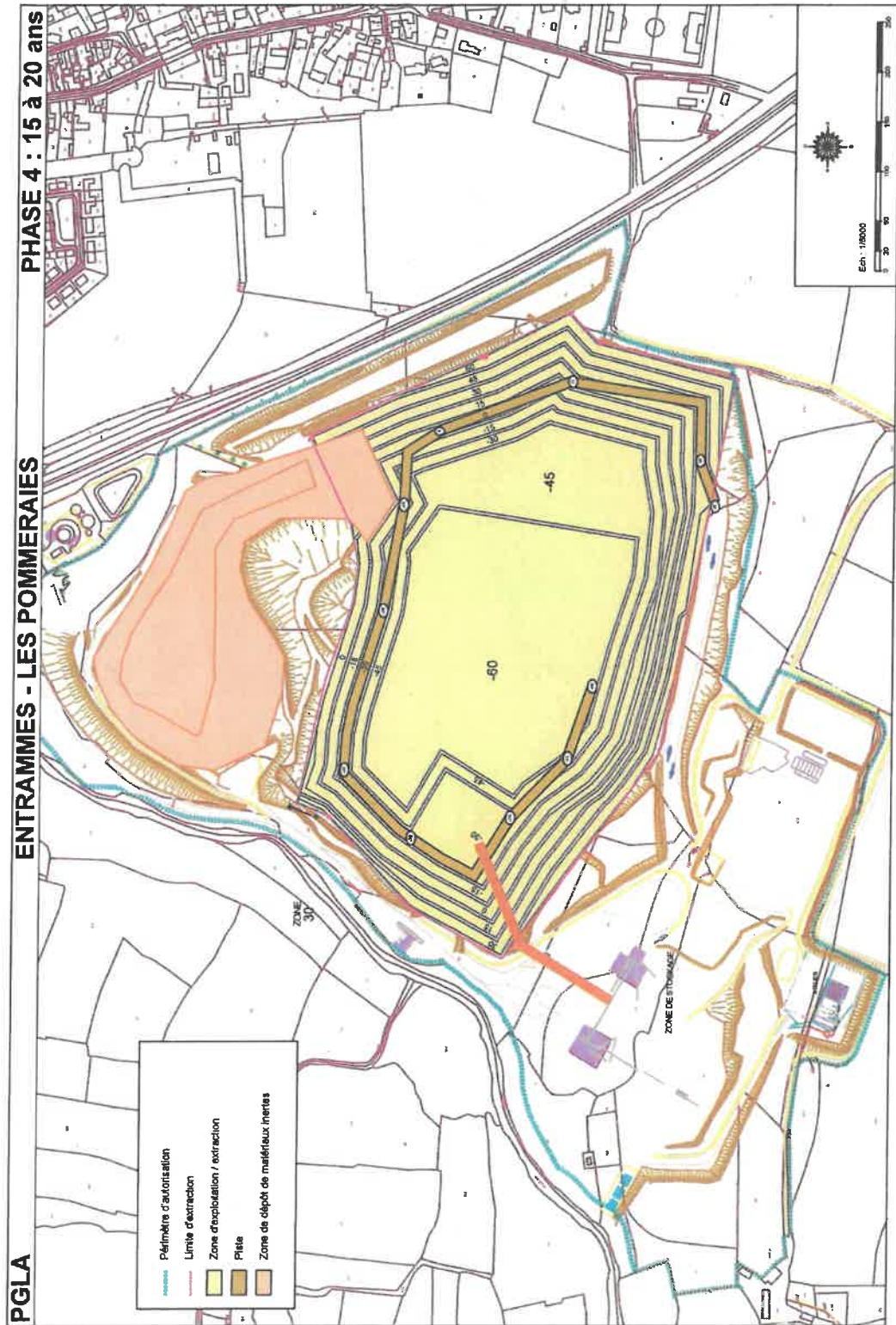
Phase 2 : 5 à 10 ans



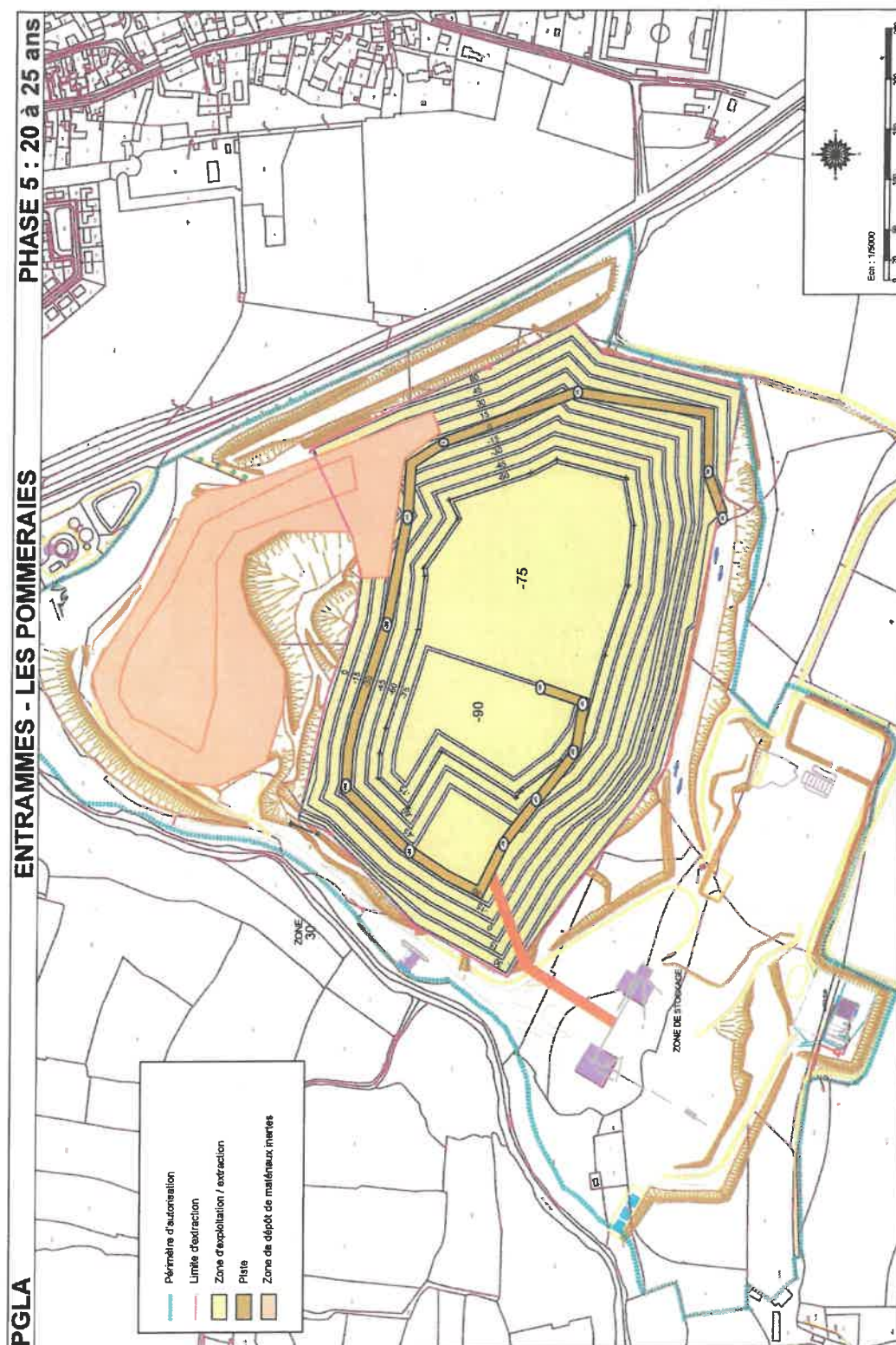
Phase 3 : 10 à 15 ans



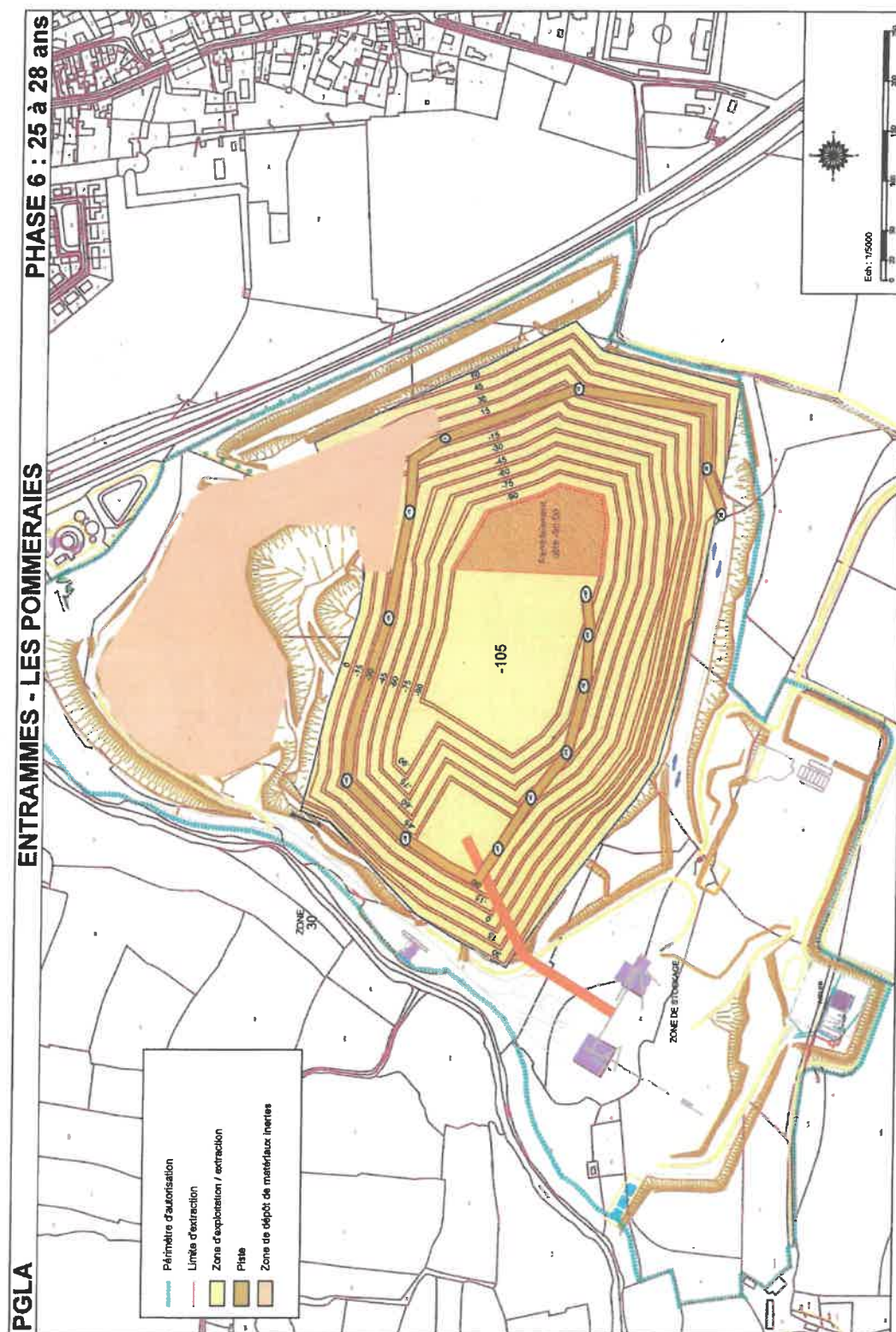
Phase 4 : 15 à 20 ans



Phase 5 : 20 à 25 ans

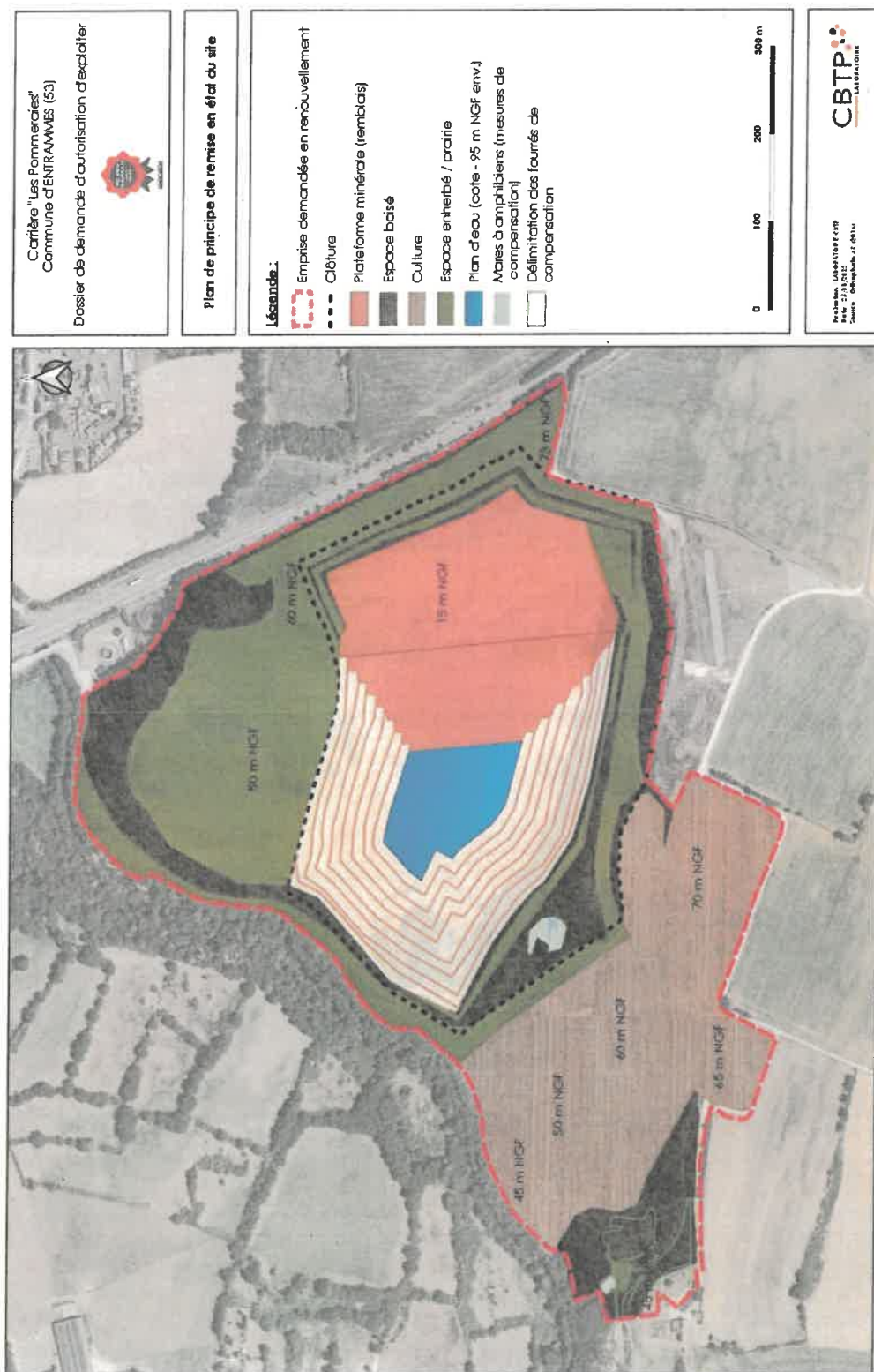


Phase 6 : 25 à 28 ans



ANNEXE 4 – PLAN DE PRINCIPE DE LA REMISE EN ÉTAT DU SITE

Annexe 4 – Plan de principe de la remise en état du site



ANNEXE 5 – LOCALISATION DES INTÉRÊTS NATURELS DANS LA CARRIÈRE

Figure 1 – Localisation du site de nidification du faucon pèlerin et de la falaise à préserver

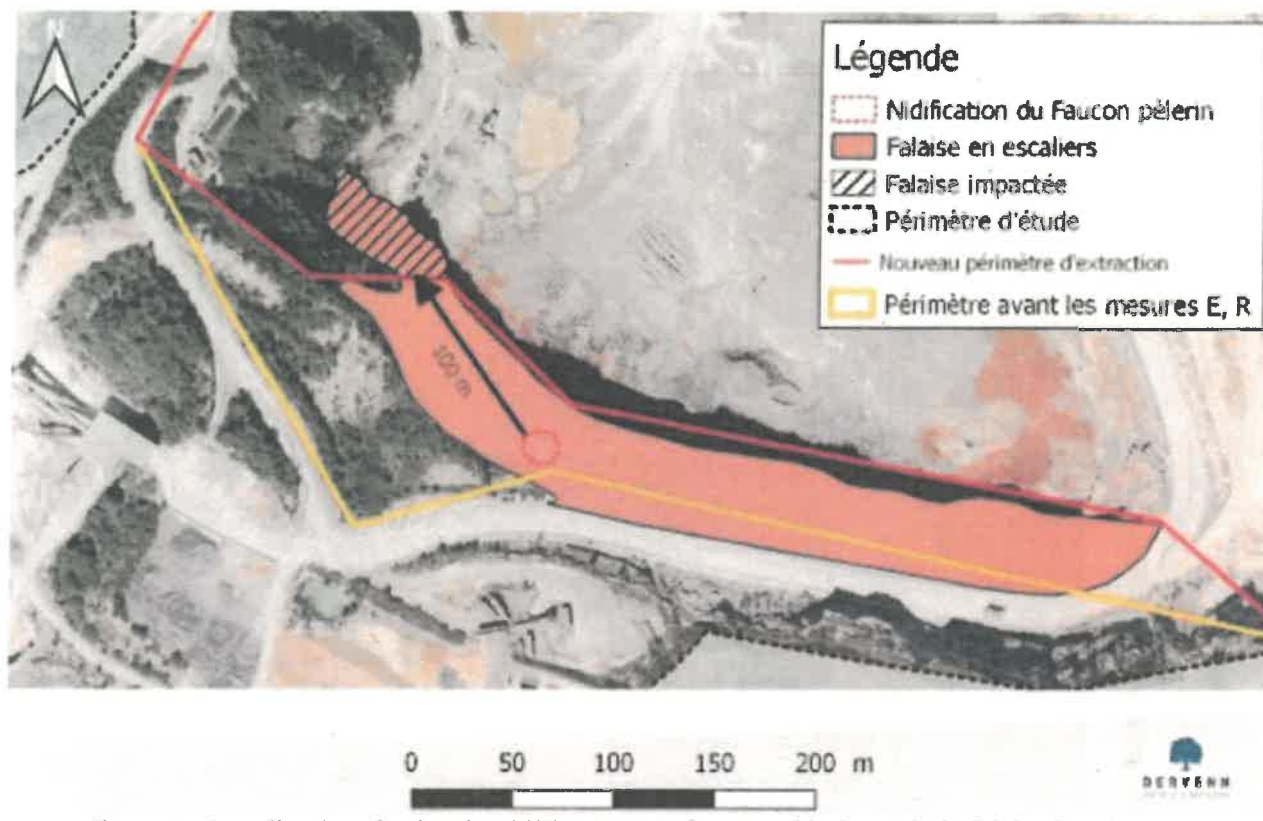


Figure 2 – Localisation de l'habitat et de la Linotte mélodieuse et du fourré arboré à préserver

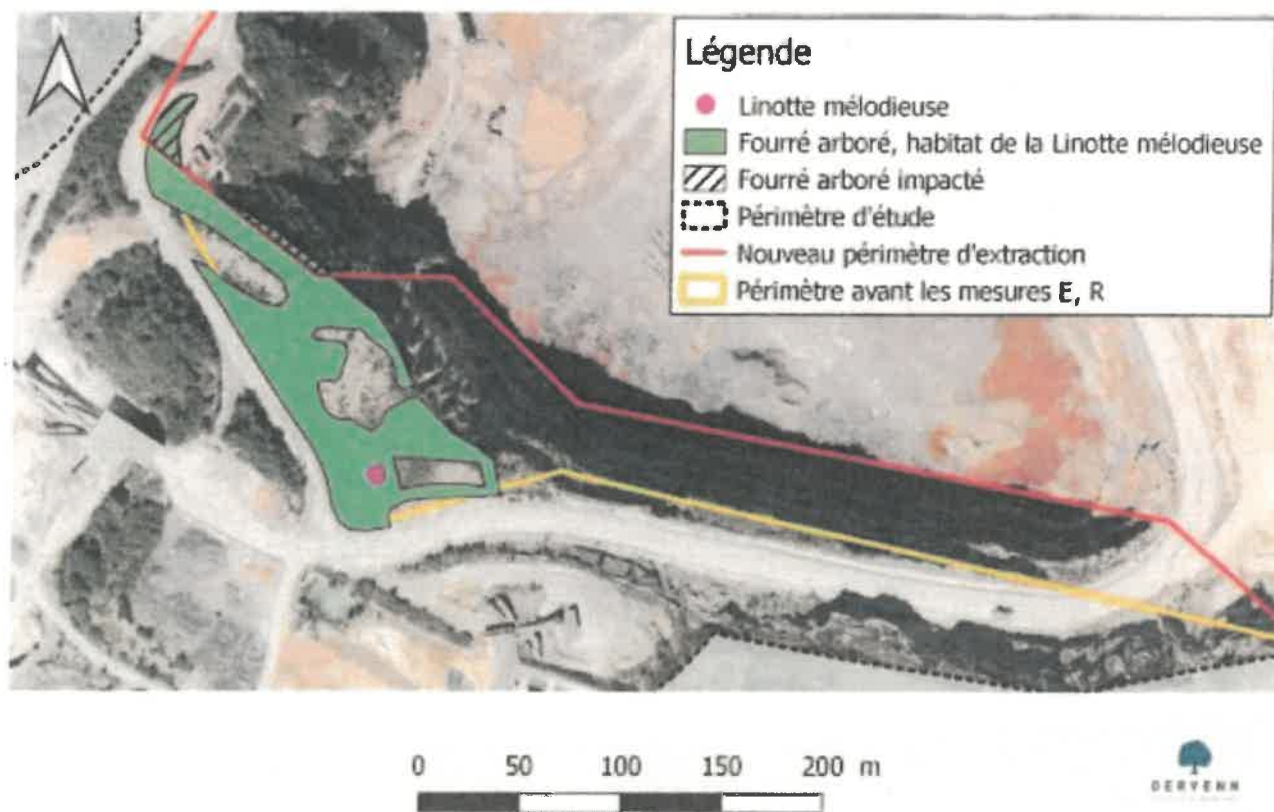


Figure 3 – Déplacement de la plate-forme de négoce pour la préservation des Grenouille agile, Triton palmé, Grenouille verte, Linotte mélodieuse, Lézard des murailles, Lézard vert et Couleuvre d'esculape

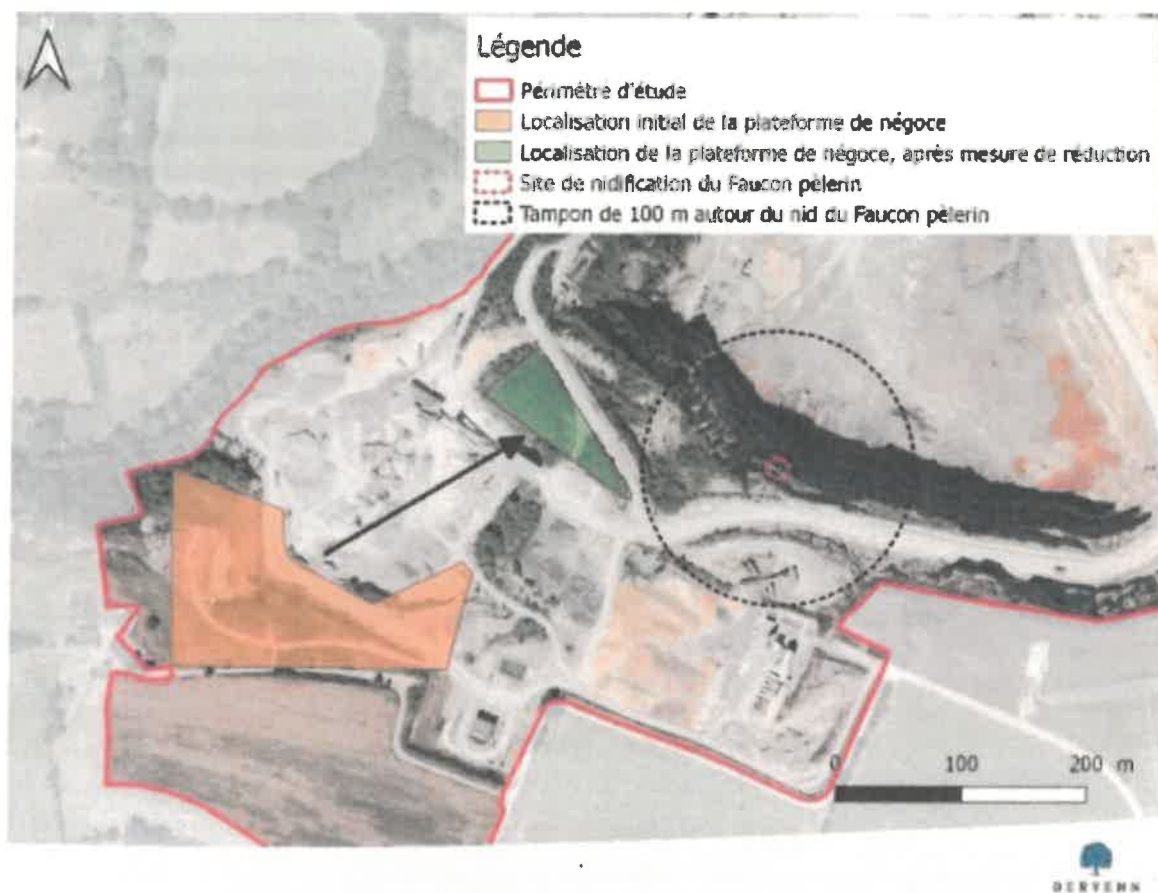


Figure 4 – Localisation de l'habitat du lézard des murailles et du lézard vert à préserver

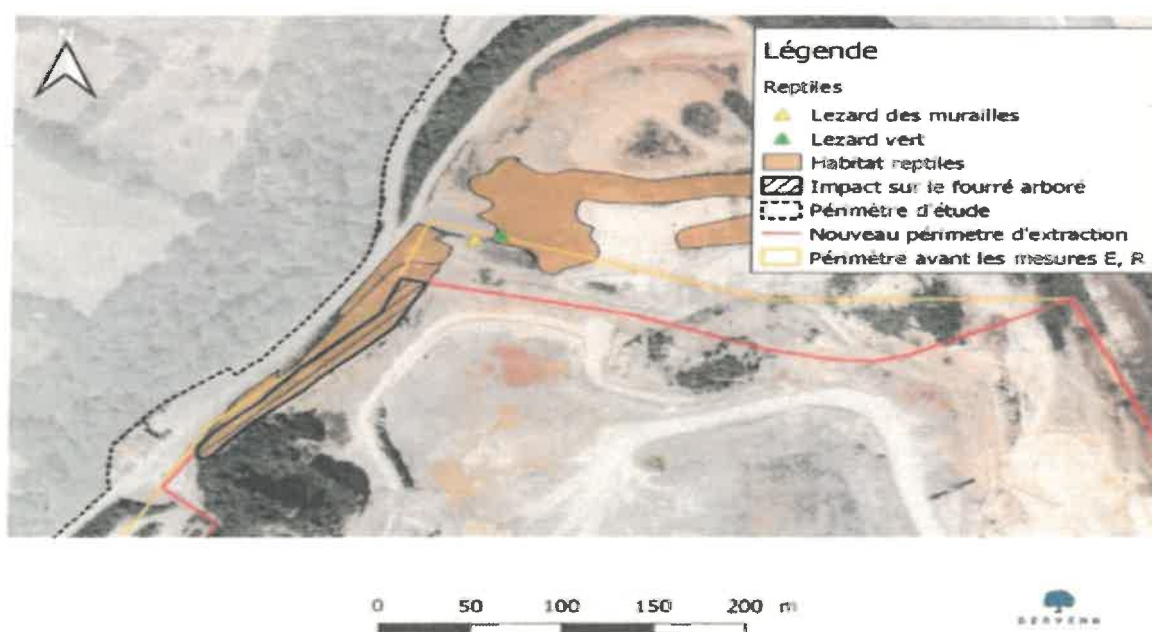


Figure 5 – Localisation de la mare à créer

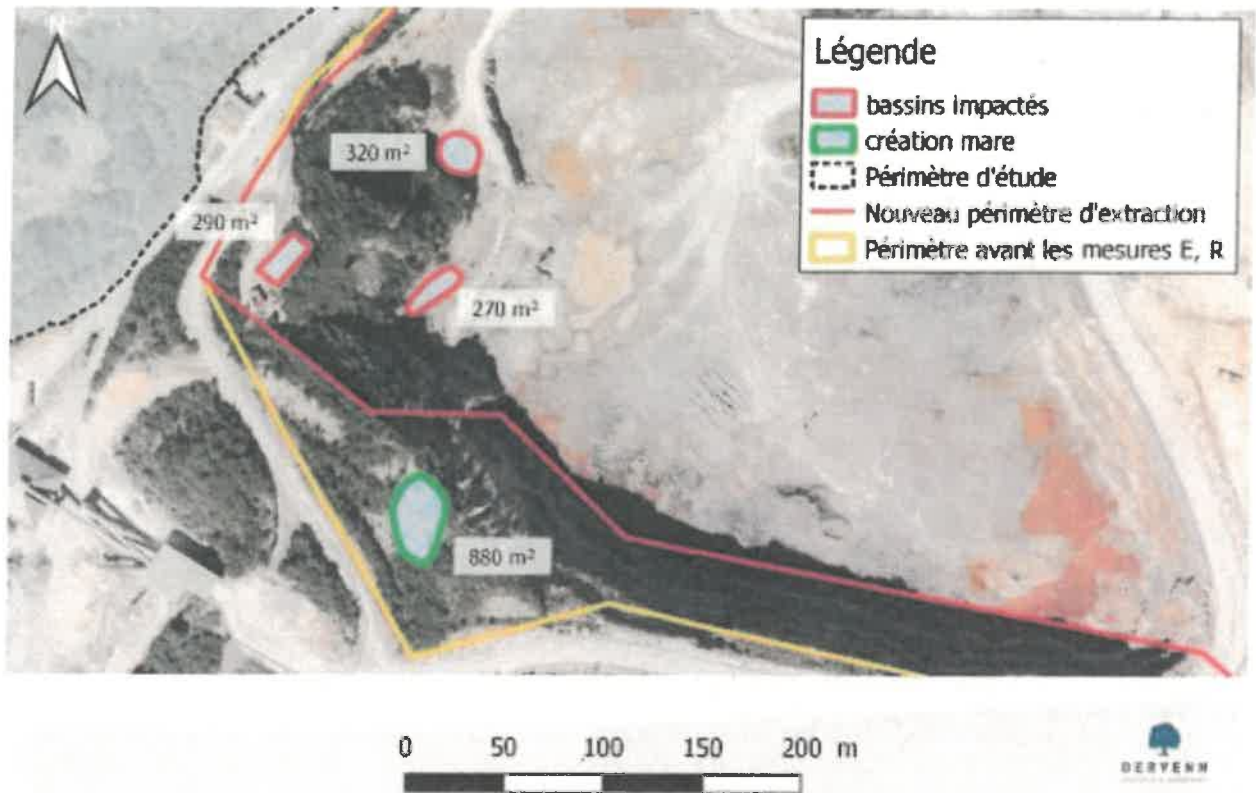


Figure 6– Localisation de la dépression à créer



Figure 7 – Localisation des fourrés à implanter

Légende

- périmètre d'étude
- Impact des fourrés arbustifs (en m²)
- Compensation des fourrés arbustifs (en m²)
- Localisation de la dépression (MC1)
- Localisation de la création de mare (MC1)

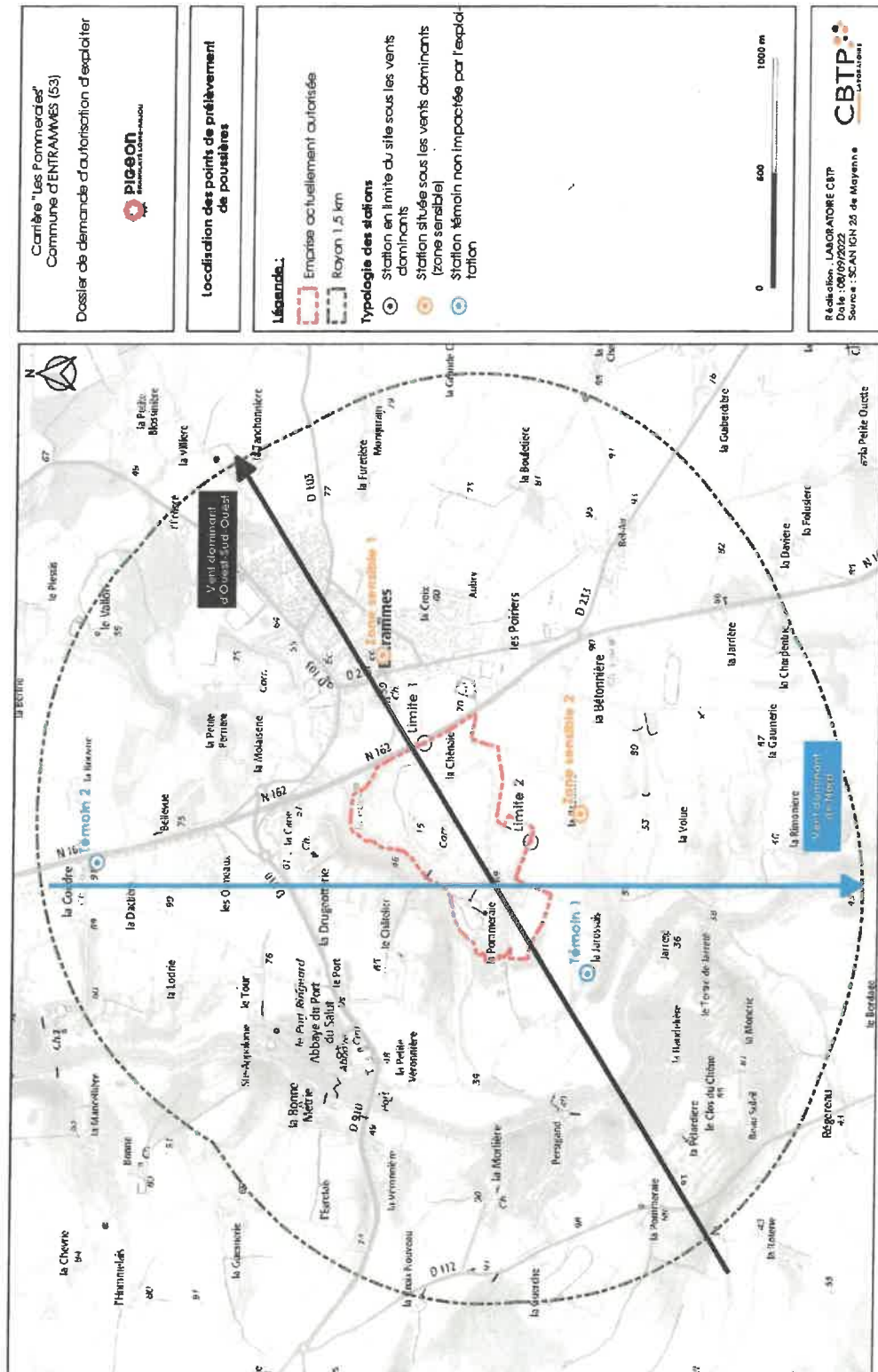


Annexe 6 – Localisation des stocks de déchets inertes



ANNEXE 7 – IMPLANTATION DES STATIONS DE MESURES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Annexe 7 – Implantation des stations de mesures des retombées de poussières



Annexe 8 – Schéma de principe de la gestion future des eaux



ANNEXE 9 – PRINCIPE DES TRAVAUX DE REMBLAIEMENT DES FRONTS

Annexe 9 – Principe des travaux de remblaiement des fronts

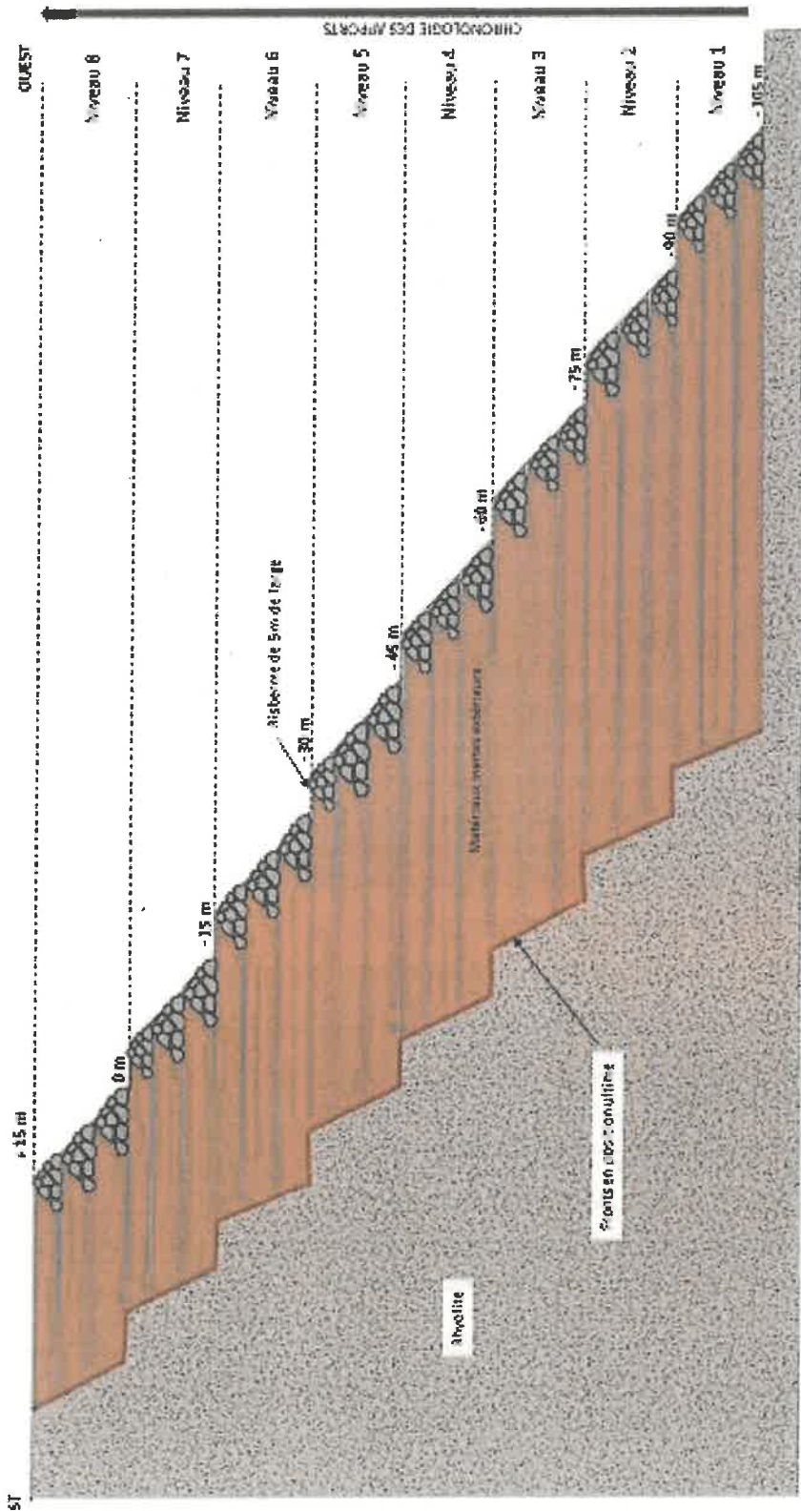


TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	5
Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation.....	5
Article 1.1.2 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA).....	6
ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
Article 1.2.1 - Emprise de la carrière et de ses installations connexes.....	7
Article 1.2.2 - Durée de l'autorisation.....	8
Article 1.2.3 - Limites de l'autorisation.....	8
Article 1.2.4 - Installations et équipements.....	8
ARTICLE 1.3 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	9
ARTICLE 1.4 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.....	9
Article 1.4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements	9
Article 1.4.2 - Modifications du champ de l'autorisation.....	10
Article 1.4.3 - Changement d'exploitant et transfert d'installations.....	10
Article 1.4.4 - Modernisation de l'établissement.....	10
Article 1.4.5 - Cessation d'activité.....	10
ARTICLE 1.5 - LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES.....	11
Article 1.5.1 - Prise en compte des actes antérieurs.....	11
Article 1.5.2 - Prise en compte des installations soumises à enregistrement, déclaration ou non classées.....	11
Article 1.5.3 - Textes généraux applicables.....	12
Article 1.5.4 - Respect des autres législations et réglementations.....	12
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	13
ARTICLE 2.1 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENTS DE LA CARRIÈRE.....	13
ARTICLE 2.2 - CONDUITE, MAINTENANCE ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS.....	13
ARTICLE 2.3 - EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE – MAÎTRISE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFETS DE SERRE (GES).....	14
ARTICLE 2.4 - PERSONNE COMPÉTENTE.....	14
ARTICLE 2.5 - ACCIDENTS ET INCIDENTS.....	14
ARTICLE 2.6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DES INCIDENCES.....	14
Article 2.6.1 - Programme de surveillance.....	14
Article 2.6.2 - Contrôles complémentaires et inopinés.....	15
Article 2.6.3 - Suivi, analyse et interprétation des résultats des surveillances.....	15
Article 2.6.4 - Conservation des résultats des surveillances.....	15
ARTICLE 2.7 - PLANS D'EXPLOITATION.....	15
ARTICLE 2.8 - COMPTES-RENDUS.....	16
Article 2.8.1 - Justifications des prescriptions.....	16
Article 2.8.2 - Rapport annuel d'activités.....	16
Article 2.8.3 - Enquête annuelle.....	16

Article 2.8.4 - Mise en application de l'arrêté.....	16
Article 2.8.5 - Comité Local de Concertation et de suivi (CLCS).....	16
TITRE 3 - PATRIMOINE – PAYSAGE – MILIEUX NATURELS.....	18
ARTICLE 3.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRIÉTÉ DU SITE.....	18
ARTICLE 3.2 - NATURE DE LA DÉROGATION ET ESPÈCES CONCERNÉES.....	18
ARTICLE 3.3 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION.....	18
Article 3.3.1 - Mesures d'évitement.....	18
Article 3.3.2 - Mesures de réduction en phase travaux.....	18
Article 3.3.2.1 - Respect des périodes de reproduction et de nidification des espèces pour la réalisation des travaux préparatoires.....	18
Article 3.3.2.2 - Déplacements d'individus.....	19
Article 3.3.2.3 - Dispositifs de repli après l'exploitation.....	19
Article 3.3.2.4 - Gestion et lutte contre les espèces exotiques envahissantes.....	19
Article 3.3.3 - Mesures de Compensation.....	19
Article 3.3.3.1 - Création d'habitats favorables aux amphibiens.....	19
Article 3.3.3.2 - Création d'habitats favorables à l'avifaune : fourrés arbustifs.....	20
ARTICLE 3.4 - MESURES DE SUIVI.....	20
Article 3.4.1 - Suivi des espèces exotiques envahissantes.....	20
Article 3.4.2 - Suivi de l'avifaune.....	20
Article 3.4.3 - Suivi des amphibiens.....	20
ARTICLE 3.5 - GÉOLOCALISATION DES MESURES COMPENSATOIRES ET DONNÉES DE BIODIVERSITÉ.....	20
TITRE 4 - AMÉNAGEMENTS ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	22
ARTICLE 4.1 - SIGNALÉTIQUE – INFORMATION DU PUBLIC.....	22
ARTICLE 4.2 - BORNAGE.....	22
ARTICLE 4.3 - ACCÈS, CIRCULATION ET DESSERTE.....	22
Article 4.3.1 - Raccordement au réseau routier.....	22
Article 4.3.2 - Contrôles des accès.....	22
Article 4.3.3 - Circulation des engins et des véhicules dans la carrière.....	23
ARTICLE 4.4 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	23
Article 4.4.1 - Organisation des extractions.....	23
Article 4.4.2 - Horaires de travail.....	24
Article 4.4.3 - Accueil des tiers et des particuliers.....	24
Article 4.4.4 - Relations avec les tiers interférant avec l'exploitation.....	24
Article 4.4.5 - Fronts d'exploitation.....	24
Article 4.4.6 - Banquettes.....	25
Article 4.4.7 - Pistes.....	25
Article 4.4.8 - Limitation des boues.....	25
Article 4.4.9 - Gestion des déchets inertes dans l'attente de leur valorisation.....	25
ARTICLE 4.5 - RESPECT DES SERVITUDES.....	26
TITRE 5 - SÉCURITÉ – PRÉVENTION DES RISQUES.....	27
ARTICLE 5.1 - PRÉVENTION DES RISQUES.....	27
Article 5.1.1 - Zones à risques.....	27
Article 5.1.2 - État des stocks.....	27
Article 5.1.3 - Formation du personnel.....	27
Article 5.1.4 - Consignes.....	27
Article 5.1.5 - Travaux.....	28
Article 5.1.6 - Protection individuelle et réserves de produits consommables.....	28

ARTICLE 5.2 - INFRASTRUCTURES.....	28
Article 5.2.1 - Équipements et réseaux.....	28
Article 5.2.2 - Installations électriques – mise à la terre.....	28
ARTICLE 5.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS DES SOLS ET DES SOUS-SOLS.....	28
Article 5.3.1 - Opérations sensibles.....	28
Article 5.3.2 - Plateau technique.....	29
Article 5.3.3 - Rétentions.....	29
ARTICLE 5.4 - RISQUES GÉOTECHNIQUES.....	30
Article 5.4.1 - Zone de garde et distances de protection.....	30
Article 5.4.2 - Limitations des accès aux zones dangereuses.....	30
Article 5.4.3 - Stockage et entreposage de matériaux.....	30
Article 5.4.4 - Surveillance du chantier.....	30
Article 5.4.5 - Surveillance de la stabilité des fronts et des remblais.....	30
ARTICLE 5.5 - TIRS DE MINES.....	31
Article 5.5.1 - Préparation des tirs.....	31
Article 5.5.2 - Périmètre de sécurité – Informations préalables aux tirs.....	31
Article 5.5.3 - Reprise des activités.....	32
Article 5.5.4 - Valeurs limites des vibrations.....	32
Article 5.5.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique.....	32
Article 5.5.6 - Mesures ponctuelles des incidences des tirs de mines.....	33
Article 5.5.7 - Enregistrements.....	33
Article 5.5.8 - Suivi des effets des tirs.....	33
ARTICLE 5.6 - PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE.....	34
ARTICLE 5.7 - MOYENS D'INTERVENTION ET ORGANISATION.....	34
TITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES.....	35
ARTICLE 6.1 - DÉCHETS.....	35
Article 6.1.1 - Admissions des déchets inertes provenant de l'extérieur.....	35
Article 6.1.1.1 - Nature déchets admis.....	35
Article 6.1.1.2 - Quantités maximales admises.....	36
Article 6.1.1.3 - Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes.....	36
Article 6.1.1.4 - Contrôles des déchets entrants.....	37
Article 6.1.1.5 - Traçabilité et registres.....	37
Article 6.1.1.6 - Transports des déchets.....	38
Article 6.1.2 - Gestion des déchets produits par l'établissement.....	38
Article 6.1.3 - Déchets d'extraction.....	38
Article 6.1.4 - Plan de gestion des déchets d'extraction.....	38
ARTICLE 6.2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	39
Article 6.2.1 - Mesures de limitation de la dispersion des poussières.....	39
Article 6.2.2 - Réseau de surveillance des émissions de poussières.....	40
Article 6.2.3 - Suivi des retombées de poussières.....	40
Article 6.2.4 - Suivi des conditions météorologiques.....	41
Article 6.2.5 - Bilan annuel de surveillance des retombées de poussières.....	41
Article 6.2.6 - Campagne de mesures des fractions PM 10.....	41
ARTICLE 6.3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES..	41
Article 6.3.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	41
Article 6.3.2 - Prélèvements et consommations d'eau.....	41
Article 6.3.3 - Bilan hydrique.....	42
Article 6.3.4 - Sécheresse.....	42
Article 6.3.5 - Gestion et traitements des eaux.....	42
Article 6.3.5.1 - Eaux de ruissellement extérieures.....	42

Article 6.3.5.2 - Eaux sanitaires.....	43
Article 6.3.5.3 - Eaux de lavage des matériaux.....	43
Article 6.3.5.4 - Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets inertes.....	43
Article 6.3.5.5 - Eaux du plateau technique.....	43
Article 6.3.5.6 - Eaux d'exhaures.....	43
Article 6.3.6 - Conditions de rejets.....	44
Article 6.3.6.1 - Maîtrise des débits de restitution au milieu naturel.....	44
Article 6.3.6.2 - Caractéristiques des effluents.....	44
Article 6.3.6.3 - Point de rejet.....	45
Article 6.3.7 - Surveillance de la Jouanne et des conséquences des volumes d'eaux rejetées.....	45
Article 6.3.8 - Eaux souterraines.....	45
Article 6.3.9 - Synthèse de la surveillance des rejets.....	46
Article 6.3.10 - Impact sur la ressource en eau.....	46
ARTICLE 6.4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.....	46
Article 6.4.1 - Limitations des émissions sonores.....	46
Article 6.4.2 - Niveaux acoustiques.....	47
Article 6.4.2.1 - Valeurs limites d'émergences.....	47
Article 6.4.2.2 - Niveaux limites de bruit.....	47
Article 6.4.3 - Contrôle de la situation sonore.....	47
ARTICLE 6.5 - VIBRATIONS AUTRES QUE CELLES DES TIRS DE MINES.....	48
ARTICLE 6.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	48
TITRE 7 - FIN D'EXPLOITATION – MISE EN SÉCURITÉ ET RÉAMÉNAGEMENT DU SITE.....	49
ARTICLE 7.1 - MISE EN SÉCURITÉ DU SITE.....	49
ARTICLE 7.2 - RÉAMÉNAGEMENTS PRINCIPAUX.....	49
ARTICLE 7.3 - RESTITUTION DES AUTRES PARCELLES.....	50
ARTICLE 7.4 - COMPTES-RENDUS.....	51
TITRE 8 - CALENDRIER DES CONTRÔLES DE SURVEILLANCE ET DES COMPTES-RENDUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	52
TITRE 9 - DIFFUSION – PUBLICITÉ - EXÉCUTION.....	53
ARTICLE 9.1 - FRAIS.....	53
ARTICLE 9.2 - DIFFUSION ET TRANSMISSION À L'EXPLOITANT.....	53
ARTICLE 9.3 - EXÉCUTION.....	53
ANNEXES.....	55
ANNEXE 1 - Plan des abords de la carrière, parcellaire et périmètres d'exploitation et d'extraction.....	55
ANNEXE 2 – Zonage des secteurs de la carrières.....	56
ANNEXE 3 – Plan de phasage de l'exploitation.....	57
Phase 1 : 0 à 5 ans.....	57
Phase 2 : 5 à 10 ans.....	58
Phase 3 : 10 à 15 ans.....	59
Phase 4 : 15 à 20 ans.....	60
Phase 5 : 20 à 25 ans.....	61
Phase 6 : 25 à 28 ans.....	62
ANNEXE 4 – Plan de principe de la remise en état du site.....	63
ANNEXE 5 – Localisation des intérêts naturels dans la carrière.....	64
Figure 1 – Localisation du site de nidification du faucon pèlerin et de la falaise à préserver....	64

Figure 2 – Localisation de l’habitat et de la Linotte mélodieuse et du fourré arboré à préserver	64
Figure 3 – Déplacement de la plate-forme de négoce pour la préservation des Grenouille agile, Triton palmé, Grenouille verte, Linotte mélodieuse, Léopard des murailles, Léopard vert et Couleuvre d’esculape.....	65
.....	65
Figure 4 – Localisation de l’habitat du léopard des murailles et du léopard vert à préserver.....	65
Figure 5 – Localisation de la mare à créer.....	66
Figure 6– Localisation de la dépression à créer.....	66
Figure 7 – Localisation des fourrés à planter.....	67
ANNEXE 6 – Localisation des stocks de déchets inertes.....	68
ANNEXE 7 – Implantation des stations de mesures des retombées de poussières.....	69
ANNEXE 8 – Schéma de principe de la gestion future des eaux.....	70
ANNEXE 9 – Principe des travaux de remblaiement des fronts.....	71